



PROJET SOCIALISTE 2012

LE CHANGEMENT





05 | L'AVENIR AIME LA FRANCE

06 | Comprendre que le monde bascule

10 | Capitalisme à bout de souffle, sarkozysme en fin de cycle

13 | La panne d'espoir

15 | De vrais atouts pour faire la course en tête

17 | Agir pour ne pas subir

20 | 2012-2017 : REDRESSER LA FRANCE, RETROUVER UNE FRANCE JUSTE, RASSEMBLER LES FRANÇAIS

21 | REDRESSER LA FRANCE ET PROPOSER UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Restaurer la compétitivité : une nouvelle politique industrielle, énergétique et agricole, la revalorisation du travail

Réguler le système financier pour le remettre au service de l'économie

Retrouver la croissance : priorité aux jeunes, à l'investissement et au pouvoir d'achat

Changer d'Europe

Redonner à la France une voix forte dans le monde

Assainir les finances publiques : un impératif pour l'avenir et pour réaliser notre projet

32 | RETROUVER LA JUSTICE POUR BÂTIR L'ÉGALITÉ RÉELLE

Deux nouveaux chantiers : inventer la sécurité sociale professionnelle et la ville du XXI^e siècle

L'école, la santé, la sécurité seront au cœur de nos priorités

Bien vieillir

38 | RASSEMBLER LES FRANÇAIS ET RENOUER AVEC LA PROMESSE RÉPUBLICAINE

Bâtir une société du respect, des droits et des libertés

Pour une société créative

Faire respecter des règles claires et justes en matière d'immigration

Approfondir la démocratie pour la rendre plus proche et transparente

44 | CONCLUSION

46 | TRENTE ENGAGEMENTS POUR LE CHANGEMENT

Retrouvez nos propositions sur projetsocialiste2012.fr

L'AVENIR AIME LA FRANCE

En 2012, les Français ont rendez-vous avec la démocratie, c'est-à-dire avec eux-mêmes. Ils diront si, oui ou non, ils veulent que se poursuive la même politique menée depuis dix ans par les mêmes responsables pour obtenir les mêmes résultats. Ils éliront le président de la République et la majorité parlementaire auxquels ils confieront le destin de la nation. Ils répondront à la question qui commandera toutes les autres et qui se pose avec une gravité inédite depuis un demi-siècle : oui ou non, la France retrouvera-t-elle confiance dans l'avenir ?

Car, dans notre pays, l'inquiétude économique et la souffrance sociale sont immenses. Le chômage, les inégalités, la relégation sociale, dont sont victimes les jeunes notamment, dans les banlieues mais aussi les zones rurales, la montée des incivilités et de la violence gratuite, se sont aggravés au cours des dix dernières années. S'y ajoute une crise de sens comme la France n'en a pas connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Les repères et les règles du monde d'avant ont volé en éclats. Un monde scindé entre Est et Ouest, Nord et Sud, où l'État-nation était le cadre des solutions, où le progrès social cheminait avec les générations, où les ressources naturelles semblaient inépuisables, où l'Europe améliorait la vie des peuples qui la construisaient, où le projet et les institutions de la République démocratique, sociale, laïque primaient sur l'argent, sur les revendications catégorielles et les passions communautaires. Pays millénaire qui avait donné au monde sa grande Révolution, puissance agricole et industrielle, la France exerçait une influence politique et culturelle à nulle autre pareille. Elle était au premier rang d'une Europe qui comptait.

Le monde a changé et les rapports de force aussi. Nous peinons collectivement et individuellement à l'admettre car le choc est rude. Il est plus difficile qu'hier de déployer nos valeurs dans un monde multipolaire, de défendre nos couleurs dans une concurrence exacerbée, de préserver nos intérêts économiques et de protéger notre modèle social. La France est dans le brouillard d'elle-même.

Pour donner un avenir à leur pays et à leurs enfants, nos compatriotes veulent le changement. Seulement, vers qui se tourner ? La droite sert les intérêts d'une minorité privilégiée tandis que le plus grand nombre doit éponger la facture de la crise : en payant plus de taxes et d'impôts, en renonçant à des services publics, en perdant en salaire ou en pension, le plus souvent en subissant les trois à la fois. Comme ailleurs en Europe, l'extrême droite se nourrit de l'échec des libéraux. Elle désigne des boucs émissaires et prospère sur les peurs. Ses réponses démagogiques peuvent attirer par leur simplisme, mais si elles étaient mises en œuvre, les ménages modestes, les classes moyennes, les entreprises industrielles, artisanales et les exploitations agricoles en seraient les premières victimes.

La responsabilité de la gauche en général et du Parti socialiste en particulier est historique : il nous revient de redonner foi dans la possibilité d'un nouveau départ.

Les Français attendent de nous que nous prenions la mesure des impasses du libre-échange sans limites, de l'acide que constitue pour une société l'argent gagné sans effort ou du venin des discriminations, de l'illusion d'une France sans usines ni paysans qui se reconvertirait en musée de la mondialisation. Ils nous demandent de prendre la mesure de la colère que suscitent les élites quand elles oublient l'éthique ou les lois, le besoin de fierté que chacun

veut éprouver pour son pays quand il est représenté sur la scène internationale, l'envie de vivre debout et pas seulement de survivre de contrats précaires en revenus d'assistance. Le devoir des socialistes est de répondre à ces angoisses et à ces aspirations. C'est un devoir de sérieux et de solutions bien sûr, d'indignation et d'imagination avant tout. Un devoir de vérité et d'action. Un devoir républicain.

COMPRENDRE QUE LE MONDE BASCULE

Ces vingt dernières années, le cours du monde s'est accéléré au point de le rendre méconnaissable. Les changements sont allés plus vite que leur analyse et leur maîtrise. Plus vite que la diffusion de l'imprimerie ou de l'électricité. Les réalités du nouveau siècle obligent les responsables politiques et les citoyens à résoudre ensemble des enjeux longtemps négligés.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, L'EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE ET LA FIÈVRE ÉNERGÉTIQUE METTENT EN JEU L'AVENIR DE LA PLANÈTE

À l'été 2011, sept milliards d'individus, quatre fois plus qu'il y a un siècle. Un monde peuplé de neuf milliards d'habitants en 2050, consommant et produisant autant qu'en 2010, sera écologiquement intenable. Épuisement de l'eau et des énergies fossiles, déforestation, appauvrissement de la biodiversité, urbanisation incontrôlée, nous faisons comme s'il y avait une seconde Terre à investir une fois épuisées les ressources de celle qui nous accueille. L'arrivée de nouveaux géants économiques qui réclament leur part de bien-être matériel, conjuguée à un mode de développement fondé sur l'exploitation de la nature, rapproche le monde d'un point de bascule.

Hausse des températures, montée des océans, sécheresses inhabituelles, les effets de la surexploitation de la nature se



font douloureusement sentir. De combien d'avertissements avons-nous besoin ? La catastrophe de Fukushima qui a frappé le Japon et son peuple a concentré les menaces des temps nouveaux : le plus grave séisme a déclenché le plus terrible tsunami, qui a provoqué le plus lourd accident nucléaire dans un pays développé. Y a-t-il défi plus impérieux, plus noble, pour notre civilisation qu'éviter le désastre planétaire ?

Partout, périls écologiques et inégalités sociales se renforcent mutuellement. Des 28 pays les plus exposés aux bouleversements climatiques, 22 situés en Afrique subsaharienne, sont parmi les plus pauvres du monde. En France, les ménages les plus modestes consacrent 15 % de leur revenu aux dépenses énergétiques, soit 2,5 fois plus que les ménages les plus riches. Pour nous, la préservation environnementale est inséparable de la justice sociale.

LA MONTÉE DES ÉMERGENTS ENTRAÎNE UN RECENTREMENT DU MONDE, MAIS AUSSI LA CRISPATION DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES

L'Europe n'est plus le cœur de l'Occident, qui n'est plus le centre de la planète. Rangeons nos vieilles mappemondes, elles ne disent pas le monde actuel. Désormais, les nations d'Asie referment la parenthèse de leur effacement. Elles sont optimistes, conquérantes, soucieuses de leurs intérêts, parfois agressives. En 2010, la Chine est devenue la deuxième force économique mondiale, mais son objectif est de se hisser en haut du podium. Seule la date

fait encore débat : 2040, 2050 ? Elle fait déjà la course en tête en matière d'exportations, de réserves de change et de dépôts de brevets, en nombre d'internautes et d'automobilistes, pour la fabrication d'ordinateurs et d'éoliennes, la production de pommes, d'acier et de béton. Pour maintenir le rythme de sa croissance, elle dévore les matières premières et l'énergie : elle est le premier émetteur de CO2. Sans oublier tous les autres, émergents ou émergés : l'Inde, le Brésil, la Russie, mais également la Corée du Sud, l'Indonésie, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Mexique.

En même temps, les Européens perdent confiance. Leur modèle économique est à la peine après deux décennies où la dette, celle des ménages ou celle des États, a remplacé la hausse des salaires. La mondialisation bat en brèche nos certitudes les plus ancrées : Européens et Américains n'ont plus le monopole des productions à forte valeur ajoutée. Les pays émergents sont en phase de rattrapage, sinon de dépassement, qu'il s'agisse de technologies ou d'enseignement supérieur. Après quatre siècles d'hégémonie, les nations occidentales vieillissent et semblent résignées à cultiver leur passé plutôt qu'à se projeter dans l'avenir. La conviction que démocratie et marché, droits de l'homme et commerce vont de pair, est remise en cause par les capitalismes de parti unique ou de mafias qui concurrencent ou supplantent nos économies - comme si la promesse de 1989 et de la chute du mur de Berlin était ajournée, peut-être même oubliée.

De telles secousses, dans une période de chômage de masse et de précarité, ébranlent les sociétés européennes. Des coupables sont

montrés à la vindicte : l'étranger, le descendant d'étranger, le Rom, le musulman, mais aussi les Hongrois pour les Slovaques, les Italiens du Sud pour ceux du Nord, les Wallons pour les Flamands en Belgique, les habitants de Castille pour certains Catalans en Espagne. Face à ces changements d'échelle et aux tensions qu'ils font naître, les solutions passent par une nouvelle coopération entre les peuples, un « G192 » dans le cadre des Nations unies, pas seulement un G20 dans l'intérêt des pays les plus puissants, ainsi que par une réorientation de la construction européenne. Ce sursaut doit venir dans les dix prochaines années. Après, il sera trop tard pour inverser la tendance.

LES RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES ET LA VITESSE CHANGENT PROFONDÉMENT LA VIE PERSONNELLE COMME LA VIE PROFESSIONNELLE

Ces révolutions donnent le meilleur et le pire. Le meilleur, quand l'économie innovante se met au service de nouveaux usages pour améliorer la vie quotidienne ou l'accès à l'information : au Maghreb et au Moyen-Orient, non seulement la jeunesse a commencé à utiliser Twitter plutôt que le fusil, mais le monde entier a pu vivre les révoltes populaires contre les dictatures. La précipitation peut aussi engendrer le pire, comme lorsque l'adoption d'un projet de loi obéit à la charge émotionnelle des titres du 20 heures. Trop souvent, c'est l'actualité qui fait la loi, non la loi qui fait l'actualité.

Les nouvelles technologies peuvent aussi conduire à l'aggravation des conditions de production des salariés : sous-traitance, recours intensif aux contrats à durée déterminée, à l'intérim et aux temps partiels, réduction des temps de pause... Ces nouvelles organisations du travail où les salariés sont mis en compétition avec les autres comme avec eux-mêmes peuvent conduire jusqu'au suicide. Ces drames survenus en nombre couvent dans bien des entreprises, souvent les plus grandes où les dirigeants sont des financiers et leurs employés des numéros. La pression du client et du rendement domine, en production comme dans l'encadrement, dans l'industrie ou dans les services, dans le secteur privé autant que dans la fonction publique.

Les temps sociaux sont éclatés. Fini, la séparation de la vie en tranches entre l'école comme temps de formation, la profession comme temps de travail, la retraite comme temps pour parachever sa vie. On peut être étudiante à 70 ans, grand-père à 40, voyageur à 16. Quant au temps libre, l'est-il vraiment quand les courriers électroniques et les sonneries du téléphone portable accompagnent nos pas ? De combien de temps dispose-t-on pour des activités vraiment choisies ? Ces questions, ici ou à l'autre bout du monde, des centaines de millions de personnes ne se les posent pas, tant elles sont stressées.





LA MAUVAISE RÉGULATION DE L'ÉCONOMIE AMÈNE DES CRISES À RÉPÉTITION

En général, les dirigeants des pays les plus riches ne tirent pas les bonnes leçons des dégâts provoqués par les mauvaises pratiques. « *Nous allons moraliser le capitalisme* », avaient-ils promis après l'effondrement de la banque américaine Lehman Brothers, épice de la plus grave séisme financier depuis 1929. Trois ans plus tard, on nous dit que la crise est finie. La réalité est moins rose. Dans notre pays, les entreprises du CAC 40 vont distribuer, en 2011, 40 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires alors qu'un quart des salariés, soit plus de six millions de travailleurs, perçoivent moins de 750 euros par mois, environ 25 euros par jour. Dans l'année qui a suivi la crise des *subprimes*, les gouvernements ont consacré plus d'argent pour soutenir les banques et les institutions financières que le monde n'en avait dépensé, en un demi-siècle, pour aider les pays pauvres !

Malgré des annonces tonitruantes, aucune des préconisations ou des sanctions évoquées par le G20 n'a été concrétisée à ce jour. Ni la lutte contre les paradis fiscaux, ni la séparation des métiers bancaires, ni la réforme des agences de notation, ni l'encadrement des fonds spéculatifs et autres hedge funds. Notre vie quotidienne est remplie d'interdits de toutes sortes, mais la délinquance financière n'est pas réellement réprimée par les autorités publiques. À juste raison, aux yeux des citoyens, l'absence de radars sur les autoroutes de la finance traduit une démission du politique face aux profits et aux profiteurs.

LE VIEILLISSEMENT DES POPULATIONS MARQUE UNE VICTOIRE SUR LA MALADIE, MAIS IL CHANGE AUSSI EN PROFONDEUR NOS SOCIÉTÉS

Dans les pays occidentaux, l'espérance de vie à la naissance sera supérieure à 90 ans d'ici 2030 et la natalité n'assurera plus le renouvellement des générations. À cet horizon, l'Allemagne pourrait perdre dix à quinze millions d'habitants, la Russie entre quinze et vingt, le Japon entre vingt et trente.

À la même époque, l'Inde deviendra le pays le plus peuplé, devant la Chine dont la population commencera à se réduire et à vieillir – ce qui ne sera pas sans effet sur son ordre social ni sur les relations internationales.

Une révolution se profile : le monde comptera de moins en moins d'actifs pour accompagner les personnes âgées. Avec le risque du chacun pour soi déjà perceptible : retraites par capitalisation, développement des assurances privées, taxes sur les médicaments. Pourtant, la démographie impose de nouvelles solidarités qui sont autant d'opportunités : comment utiliser l'expérience des seniors ? Comment favoriser l'engagement associatif et citoyen des aînés ? Comment mêler les générations pour gagner en générosité, mais aussi en compétitivité ? L'enjeu n'est pas seulement de vivre plus vieux, mais de vivre mieux.

CAPITALISME À BOUT DE SOUFFLE, SARKOZYSME EN FIN DE CYCLE

De tous les continents, l'Europe est celui où la croissance est l'une des plus faibles et le chômage l'un des plus élevés. La France en Europe affiche des résultats malheureusement plus médiocres que beaucoup de ses partenaires. L'impasse des choix économiques et fiscaux opérés par l'actuel président de la République et par sa majorité s'est ajoutée à l'impact du capitalisme financier en surchauffe.

BIEN SÛR, LA CRISE N'A PAS ÉPARGNÉ NOTRE PAYS

La crise a explosé en 2008, mais elle vient de loin. Elle n'est pas un accident de la conjoncture, un dérèglement du système en attendant le retour à la normale, mais l'échec du modèle fondé sur la devise « financiarisation, déréglementation, privatisation ».

Du début à la fin, la crise actuelle est celle du partage de la richesse. Pour accroître les profits, les gouvernements libéraux ont affaibli la protection sociale et le pouvoir d'achat – avec en Europe la passivité de certains dirigeants sociauxdémocrates. La part des salaires dans la richesse globale a baissé, l'écart salarial entre riches et pauvres n'a cessé de se creuser, la hausse des profits ne s'est pas convertie en biens et en services, pas plus en innovations et en emplois. Les pouvoirs ont été peu à peu confiés aux actionnaires et à leurs représentants. Avec des effets en cascade : primauté du court terme, recherche du profit maximal au détriment

des équilibres écologiques de la planète, encouragement à l'endettement, explosion des injustices, approches nationales plutôt que coopération internationale.

Cette prédation exercée par la finance sur l'économie plombe l'activité des entreprises, les vraies, celles qui produisent, embauchent, forment. Les paradis fiscaux, bancaires et judiciaires rient au nez des États dont la plupart n'envisagent pas sérieusement de mettre fin aux activités illicites qu'abrite une kyrielle de principautés et d'îlots confettis. Les fonds spéculatifs, sous la pression des actionnaires, exigent une rentabilité à deux chiffres même si la croissance du secteur dans lequel ils ont investi n'excède pas un ou deux pour cent. Les banques sont toujours aussi puissantes, mais rien ne prouve qu'elles soient devenues plus transparentes ni plus prudentes. Les dettes souveraines s'accumulent et ne sont supportables que grâce à des taux d'intérêt faibles : qu'ils soient relevés, sous l'effet de la flambée du pétrole par exemple, et les créanciers présenteront l'addition massive aux États. Les États, précisément, ont paré au plus pressé. Sauf qu'en venant au secours des banques pour éviter la banqueroute de l'économie et la faillite des entreprises, ils se sont eux aussi fragilisés. Les efforts de régulation mondiale sont dérisoires. En Europe, les dirigeants de la zone euro imposent une austérité systématique et une monnaie chère qui vont ralentir la sortie de crise et nourrir le cercle fatal de la dépression.

Au plus fort de la tourmente, la France a pu apprécier son modèle social, celui-là même que la droite dénigre et démolit. Ce sont les dépenses sociales qui ont soutenu la consommation des ménages. C'est la commande publique – à commencer par celle des collectivités territoriales dirigées par la gauche – qui a



préservé l'activité des entreprises. Le vrai, le seul plan de relance fut initié dans notre pays par les régions, les départements, les métropoles et agglomérations à direction socialiste. Malgré ces efforts, la croissance et l'emploi sont plus faibles chez nous que dans nombre de pays développés, et pas seulement en Allemagne.

SI LA FRANCE S'EN SORT MOINS BIEN QUE D'AUTRES EN EUROPE, C'EST PARCE QU'ELLE A SUBI EN PLUS LE CHOC DU SARKOZYSME

La présidence qui s'achève restera comme celle des promesses non tenues, du temps perdu et des inégalités accrues. La déception est si grande que, comme jamais sous la Ve République, notre démocratie est abîmée et notre peuple divisé.

L'échec de l'UMP et de son chef est d'abord économique et social : les résultats ne sont pas là. La dette et le déficit public ont explosé bien avant la crise sous l'effet des baisses d'impôts accordées aux plus fortunés. L'industrie a perdu près d'un demi-million d'emplois depuis 2002. Notre déficit commercial se chiffre à plus de 50 milliards d'euros par an. La stagnation du pouvoir d'achat rend la vie quotidienne de plus en plus chère et aggrave le surendettement des familles. L'augmentation du chômage de longue durée signe la faillite de la défiscalisation des heures supplémentaires. La grande pauvreté touche huit millions de personnes, dont un million cinq cent mille enfants et un million de personnes âgées. La dernière enquête de la Fondation Abbé Pierre a confirmé

que quatre millions de Français sont mal logés et près de deux cent mille sans abri. « *Travailler plus pour gagner plus* », « *tous propriétaires* » – les slogans sarkozystes n'ont duré que le temps d'une campagne électorale. Le report de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans a été décidé au détriment des salariés qui ont commencé à travailler tôt et exercé des emplois pénibles. Le démantèlement des services publics est érigé en dogme, à coups de Révision générale des politiques publiques (RGPP) aveugle. La recherche manque cruellement de soutien réel et de financements. Les fonctionnaires sont montrés du doigt, qu'ils soient professeurs ou magistrats, infirmières ou policiers. Se soigner devient un luxe pour de nombreux Français qui ajournent des soins ou une intervention à l'hôpital. Les inégalités fiscales atteignent un niveau inconnu depuis 1945 : grâce aux niches et exonérations que l'UMP leur a accordées depuis dix ans, les plus riches jouissent de taux d'imposition plus faibles que ceux des classes moyennes et des ménages modestes – comme si la France reniait la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen où il est inscrit, à l'article 13, que la contribution commune « *doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés* ».

L'échec est aussi démocratique. Évaporée, la « *République irréprochable* », envolé, l'« *État impartial* ». La fonction présidentielle est dépréciée depuis qu'elle consiste à tout commenter et tout régenter. Les ministres, et d'abord le premier d'entre eux, sont ramenés au rang de collaborateurs ou de courtisans. Le Parlement est réduit à la portion congrue. Les grands corps de l'État, préfets, diplomates, cadres des armées, sont désignés comme

responsables des mauvais choix de l'exécutif. Les contre-pouvoirs, qu'il s'agisse des collectivités territoriales ou des organisations syndicales, sont tantôt ignorés, tantôt méprisés. Les médias sont soumis au jeu des influences. La justice est vilipendée, et son indépendance mise en cause. Les mouvements citoyens, les associations, les mutuelles sont tenus pour quantité négligeable. Les libertés républicaines sont écornées et des mesures contre les immigrés appliquées de façon inhumaine, y compris à l'égard des enfants. La politique du chiffre imposée aux forces de l'ordre ne masque pas l'augmentation des atteintes aux personnes et aux biens. Pour la première fois, un président a utilisé son mandat à affaiblir la République plutôt qu'à la renforcer.

L'échec est diplomatique. Depuis 1958, par-delà les alternances et les époques, tous ceux qui ont exercé la magistrature suprême ont contribué au rayonnement de la France. Tous sauf l'actuel chef de l'État. Aujourd'hui, le message de la France est brouillé et son image pour le moins altérée. Nos réseaux diplomatiques et culturels ont été réduits. Dans un monde en ébullition, nous manquons d'instruments d'information, d'analyse et de renseignement – en témoigne l'aveuglement de l'Élysée face aux premiers soulèvements populaires arabes. Surtout, l'impulsivité ne fait pas une méthode ni la communication, une vision. M. Sarkozy a commis une faute en faisant reposer son projet d'« Union pour la Méditerranée » sur deux piliers, les présidents Ben Ali et Moubarak, chassés par les peuples tunisien et égyptien. Il a entamé le crédit de la France en déroulant le tapis rouge à Kadhafi le massacreur quand

d'autres démocraties dénonçaient ses forfaits. Lorsqu'il a agi, avec raison, trois ans plus tard, pour empêcher le régime libyen de réprimer son peuple, il l'a fait tardivement sans souci de fédérer les Européens autour d'une initiative partagée, ni obtenir la mise en place d'une défense européenne pourtant annoncée lors du retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN. Au cours de son mandat, M. Sarkozy a indigné l'Afrique en prononçant à Dakar un discours néocolonialiste. Il a provoqué, irrité, parfois humilié, nos partenaires. Depuis 2007, la France a rapetissé aux yeux des autres puissances et des Français.

L'échec du sarkozysme est, de bout en bout, un échec moral. L'actuel chef de l'État entama son mandat dans un restaurant de luxe avant de gagner le yacht d'un de ses amis milliardaires croisant en mer au large de Malte. La « cérémonie » du Fouquet's a installé d'emblée une oligarchie financière au cœur de la République. Les conflits d'intérêts ont émaillé le quinquennat. Les « affaires » n'ont pas quitté l'actualité. Quel contraste avec la rigueur dans la gestion publique qui, voilà dix ans, était la marque du gouvernement de Lionel Jospin. Mais il y a encore plus grave avec les opérations politiciennes qui disloquent la nation. La controverse sur l'identité nationale et les propos racistes de plusieurs ministres ou parlementaires de la majorité ont banalisé les slogans du Front national et stigmatisé nos compatriotes de confession ou de tradition musulmane. Les errances sur la laïcité, depuis la péroration de Latran, nuisent au principe même de notre concorde nationale.





Au total, le sarkozysme met l'avenir en

échec. Précarité professionnelle, pauvreté souvent, décrochage scolaire et universitaire, déclassement sont le lot quotidien de trop de jeunes, dont le gouvernement se méfie et qui ne trouvent pas la confiance qu'ils méritent dans la société. À l'autre bout de la chaîne, trop de salariés âgés de 50 ans et plus sont congédiés de leur entreprise. Les investissements qui préparent le futur sont insuffisants. Alors que la course à la matière grise fait rage, l'urgence commandait-elle de réduire la TVA dans la restauration, pour un coût de trois milliards d'euros chaque année, quand on sait le délabrement de tant de nos bâtiments universitaires ? La preuve de cet oubli de l'avenir, c'est l'abandon de l'éducation et de la culture, la baisse de l'effort de recherche, la multiplication des réformes malheureuses et le découragement des personnels comme des élèves.

LA PANNE D'ESPOIR

Le capitalisme financier, loin des compromis de l'économie sociale de marché, est redevenu une fabrique à inégalités et à brutalités voisine de celle qui se déployait au XIXe siècle. Quant aux responsables des partis conservateurs, ils s'éloignent de leurs prédécesseurs qui exaltaient « une certaine idée de la France » adossée à une certaine vision de l'homme. Au lieu de projeter le pays dans la mondialisation, ils lui infligent des régressions qui l'affaiblissent et le meurtrissent. Le sentiment collectif est que l'avenir se dérobe. Mais au nom de quoi, après avoir semé tant d'idées fondatrices dans l'histoire, la France rejoindrait-elle le banc de touche ? Pourquoi l'avenir est-il en panne ? Nous avons bâti notre projet pour répondre à ces questions.

LA PANNE D'ESPOIR, C'EST LE DÉCLASSEMENT VÉCU OU REDOUTÉ PAR LA MAJORITÉ DES FRANÇAIS

Dans les années 1960, une personne sans qualification trouvait du travail. Aujourd'hui, sa fille ou son fils, même en ayant obtenu des diplômes, doit souvent multiplier les jobs sous-payés et les contrats au rabais pour s'en sortir. Dans ces conditions, comment se loger, faire des projets ? « Zapper » ainsi la jeunesse est une grave régression. Une régression éducative : les études ne sont plus un sésame pour l'emploi. Une régression sociale : pour la première

fois depuis un siècle, une génération va vivre moins bien que celles qui l'ont précédée. Une régression collective : précariser la jeunesse, c'est fragiliser les droits sociaux de demain. C'est la réalité vécue par des millions de familles, notamment parmi les classes moyennes.

Bien sûr, les situations varient. Elles sont presque aussi nombreuses que les individus eux-mêmes, selon que l'on a un emploi ou pas, que l'on travaille dans une grande entreprise (publique ou privée) ou dans une plus petite structure, que l'on vit ou non en couple, avec ou sans enfants, avec un ou deux salaires, selon que l'on est locataire ou propriétaire de son logement, propriétaire qui rembourse son prêt ou qui s'en est acquitté, selon que l'on vit dans le centre d'une métropole ou à sa périphérie, à la campagne ou à la montagne, etc. Mais l'incertitude face à l'avenir est la même. Dans la France de 2011, les fins de mois de quinze millions de personnes – un adulte sur trois – se jouent à 50 ou 100 euros près.

Nombreux sont nos concitoyens qui ont l'impression de ne plus avoir ni voix ni poids. Ouvriers de l'industrie, employés, techniciens, contremaîtres et cadres du secteur privé, fonctionnaires, mais aussi éleveurs et agriculteurs, artisans, commerçants, dirigeants de PME et de TPE, ont l'impression de sortir des radars de l'histoire. Que pèsent leur emploi et leurs compétences dans une économie dont le centre de gravité est la « Chinamérique », où l'on produit ailleurs à moindre coût, où le monde du travail doit payer l'ardoise de l'économie-casino ? « L'avenir se joue loin de nous, sans nous, contre nous », combien de fois avons-nous entendu cette remarque lors du tour de France que nous avons effectué avant de concevoir nos propositions !

Pendant ce temps, quelques-uns s'enrichissent et nous prient de trouver la mondialisation « heureuse ». Ils nagent dans l'économie globale comme des poissons dans l'eau, font de l'argent et de ses signes extérieurs les seuls critères d'une vie réussie. C'est ce PDG qui plaide un jour pour des « usines sans ouvriers ». C'est ce publicitaire qui affirme un autre jour : « Si à 50 ans, on n'a pas de Rolex, c'est qu'on a raté sa vie. » Ce sont ces ministres qui dépensent 12 000 euros de cigares aux frais du contribuable, cumulent la charge du budget de la nation et les fonctions de trésorier-collecteur de fonds de l'UMP, ou qui survolent pendant leurs vacances un pays en insurrection dans le jet privé d'un homme d'affaires lié au régime qui la réprime. « La crise, c'est pour les autres », voilà l'hymne des seigneurs du village global, cette nouvelle aristocratie dont plusieurs dirigeants d'entreprises cotées sont l'expression arrogante. En 1970, l'écart entre la rémunération d'un PDG et le salaire moyen de ses employés était au maximum d'un à quarante ; actuellement, il peut varier de un à deux cents, cinq cents, mille. Rien, absolument rien ne justifie un tel abîme social.

LA PANNE D'ESPOIR, C'EST AUSSI LE RECU DE LA FRANCE DANS LA COMPÉTITION MONDIALE

Nos parts de marché reculent dans les échanges commerciaux. Certains classements internationaux ou échecs commerciaux ont fait l'effet de véritables coups de semonce, notamment dans l'industrie. Ces revers témoignent d'une fragilité nouvelle sur les champs d'excellence française. Ils sont d'autant plus cruels qu'ils éclipsent les succès à l'export de nombreuses PME, l'attractivité de notre pays



pour les investissements étrangers ainsi que la productivité de nos salariés, l'une des plus élevées du monde.

Dans la bataille pour la valeur ajoutée, la France est lésée d'un chômage massif, de déficits excessifs et d'un endettement explosif. S'y ajoute un fréquent affaiblissement de la voix de la France dans le concert mondial. De Shanghai à Berlin, notre capacité d'entraînement des autres nations est réduite, faute de vision et d'exemplarité des dirigeants actuels, et d'abord quand il s'agit de porter haut nos valeurs.

Ni à Copenhague ni à Cancun, où le futur climatique du monde se décidait, les Européens, avec la France, n'ont su se faire entendre. Pour peser, l'Europe ne possède certes pas le degré d'intégration politique des États-Unis, ni leur puissance militaire. Elle n'a pas non plus la vitalité économique des nouvelles puissances-continents d'Asie. Reste que le recul de l'Europe est moins dû à ses décisions qu'à son indécision, qu'il s'agisse de ses institutions extérieures, de son goût pour la concurrence plutôt que pour la croissance, de sa trop faible montée en gamme dans l'économie de la connaissance et de sa trop grande foi dans le libre-échange. L'avenir n'est pas écrit. Mais la perspective d'une France et d'une Europe politiquement reléguées, économiquement désindustrialisées, socialement précarisées est malheureusement réelle. Ce décrochage est d'autant plus insupportable que l'Europe a toutes les cartes en main pour proposer au monde le modèle qui le fera rebondir.

DE VRAIS ATOUTS POUR FAIRE LA COURSE EN TÊTE

Alors que le monde ne nous attend pas, il existe un paradoxe français : nous avons de solides atouts, mais tout se passe comme si nous ne les voyions pas ou ne savions pas les utiliser – et d'abord pour notre jeunesse, la plus précieuse richesse du pays.

NOTRE DYNAMISME DÉMOGRAPHIQUE ET NOTRE RAYONNEMENT LINGUISTIQUE SONT UNE FORCE

Avec soixante-treize millions d'habitants à l'horizon 2040, la France pourrait être le pays le plus peuplé d'Europe, mais aussi l'une des nations les plus jeunes du continent. De quoi envisager avec confiance le futur de son économie et de sa protection sociale. C'est ce capital humain qui nous permettra, si nous savons nous projeter, de bénéficier de la nouvelle croissance qui surgit en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique, en Afrique. Et puis il y a notre langue ! Deux cents millions de francophones la pratiquent sur tous les continents. Avec les progrès de l'alphabétisation, ils pourraient être près d'un milliard en 2050. C'est décisif pour faire vivre la diversité culturelle et défendre nos intérêts, autant que d'être – ce que nous sommes de surcroît – un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Notre population diverse, métissée, nos deux millions et demi d'expatriés,

le nombre de nos concitoyens qui parlent deux voire trois langues (arabe, chinois) et qui sont binationaux sont une force.

NOTRE POSITION GÉOGRAPHIQUE EST UN LEVIER D'ATTRACTIVITÉ

Nous sommes la première façade maritime d'Europe, passage obligé pour le détroit le plus fréquenté du monde via la Manche, tournés vers les États-Unis par l'Atlantique, et vers l'Afrique grâce à la Méditerranée, ouverts sur le monde grâce à nos Outremer. Avec l'Allemagne voisine, nous formons le cœur de la base industrielle du continent. Notre agriculture, malgré la crise que vit le monde paysan et la flambée des cours, reste une référence mondiale pour la qualité et la diversité de ses productions alors que la satisfaction des besoins alimentaires est l'un des grands enjeux du XXI^e siècle.

NOS TECHNOLOGIES DE POINTE ET NOTRE RECHERCHE S'IMPOSENT DANS DES SECTEURS CLÉS

En 2007, la SNCF et Alstom ont battu le record de vitesse d'un train en faisant circuler une rame à 547 kilomètres à l'heure. En 2009 et 2010, ce sont des équipes médicales françaises qui ont réalisé la première greffe d'une bronche artificielle sur un patient et réussi la première greffe totale de visage. En 2011, au centre spatial de Kourou

en Guyane, Ariane 5 a battu le record de tirs réalisés avec succès et Renault a commercialisé ses premiers véhicules électriques. Le savoir-faire de nos ingénieurs, mais aussi le talent de nos chercheurs sont reconnus : en témoignent les prix Nobel, médailles Fields et distinctions internationales qui récompensent nos médecins, mathématiciens, physiciens ainsi que le rayonnement de nos sciences humaines et sociales.

NOUS DISPOSONS D'UN PATRIMOINE EXCEPTIONNEL, HÉRITAGE DE NOTRE HISTOIRE

La France ce n'est pas seulement la première destination touristique, c'est une créativité artistique et culturelle et un patrimoine universel. La Révolution de 1789, l'insurrection populaire de 1848, l'abolition de l'esclavage, la Commune de Paris en 1871, la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, le Front populaire en 1936, l'appel du 18 juin 1940, le programme du Conseil national de la Résistance en 1944, la grande grève et le mouvement de la jeunesse en 1968, autant de repères qui, aujourd'hui encore, inspirent les peuples qui refusent l'oppression. Ce bien commun remonte à loin et prend appui sur des fondements solides : les héritages spirituels et philosophiques, l'affirmation de l'humanisme du XVI^e siècle, l'esprit des Lumières, le féminisme. Cette histoire est celle de tous les Français. Elle doit servir à rassembler la nation, pas à la diviser. Elle doit être apprise et transmise, et non détournée, capturée, à des





fins idéologiques ou électorales. Jean-Jacques Rousseau, Jules Michelet, Victor Hugo, Jean Jaurès, Louise Michel, Aimé Césaire nous l'ont appris : l'histoire de France, cette diversité faite unité par la volonté générale, cet arrachement aux instincts et leur dépassement par la citoyenneté, est une histoire universelle pour l'humanité. Soyons-en fiers et poursuivons-la. D'autres leviers sont entre nos mains : nos infrastructures et nos services publics, notre État et nos collectivités, notre système d'éducation et de formation et notre réseau culturel. Sans oublier les énergies qui irriguent la société : actions dans les territoires, initiatives des entreprises, aspirations de la jeunesse et d'abord dans les quartiers populaires, projets des associations, familles qui s'inventent et se réinventent, solidarités dans la sphère privée comme dans l'espace public. Le rôle, le devoir du politique, c'est de convertir ces atouts, de conforter ces succès, de rendre possibles de nouvelles réussites et de nouvelles conquêtes, pour mettre fin au désenchantement français et engager le redressement national.

AGIR POUR NE PAS SUBIR

Chacun mesure l'ampleur et la complexité des défis auxquels sont confrontés celles et ceux qui veulent changer les choses. Chacun devine aussi le poids des résistances et des intérêts qui se mettront sur notre chemin. Mais ce n'est pas parce que la montagne est haute qu'il faut renoncer à la gravir.

REGARDER LE MONDE TEL QU'IL EST, CE N'EST PAS FAIRE PASSIVEMENT LA SOMME DES CONTRAINTES, MAIS EN CONNAÎTRE LE POIDS POUR LES SURMONTER

C'est prendre appui sur les aspirations individuelles et les ressources collectives pour enrayer un cours des choses qui n'a rien de fatal. C'est faire la part des contraintes réelles, celles qu'imposent le changement climatique, la situation des finances publiques, et des politiques décidées par des gouvernements libéraux depuis dix ans dans notre pays : elles peuvent, elles doivent être stoppées et changées. C'est, par exemple, anticiper l'immense marché pour nos entreprises et nos savoir-faire que constitue la croissance à l'Est et au Sud, autant que les menaces qui se profilent à cause du manque d'eau potable, de la pollution de l'air et des sols, de la pauvreté. C'est acter la rareté des énergies fossiles pour imaginer de nouvelles façons de produire, de construire et de déconstruire, de consommer, de redistribuer. C'est prendre acte de l'échec du collectivisme et du naufrage du libéralisme pour enfin changer.

Transformer les risques et nos faiblesses en opportunités, c'est le réveil de la volonté.

REGARDER LE MONDE EN FACE, C'EST VOULOIR QUE LE PROGRÈS REPARTE

En France et en Europe, voilà trois ou quatre générations, des guerres décimaient les familles, des pandémies ravageaient des régions entières, les privilèges de la naissance prévalaient sur le mérite d'une existence, les enfants travaillaient à l'usine, l'espérance de vie n'atteignait pas le demi-siècle. Que le futur soit incertain ne saurait faire regretter ces temps-là. Pas plus qu'il ne saurait nous faire craindre le progrès des sciences et des techniques. Biotechnologies, nanotechnologies, sciences cognitives offrent de fantastiques perspectives, et d'abord dans le champ médical. Songeons à l'ingénierie tissulaire quand les dons ne suffisent plus à combler les besoins, à la recherche sur les cellules souches, à la médecine du cerveau pour combattre les maladies neurodégénératives comme Alzheimer ou Parkinson. Ces nouveaux moyens suscitent aussi des craintes. Soit parce que des multinationales y voient une source de profits. Soit que des pouvoirs politiques y devinent un moyen de contrôler les citoyens par l'ADN. Demain comme hier, sciences et techniques sont ce que nous en ferons. Assignons-leur un sens et des limites, celles de l'éthique et du droit, mais revendiquons l'héritage des Lumières. Contre l'obscurantisme, la raison. Contre la maladie, le savoir. Contre l'intolérance, la connaissance.

ÊTRE LUCIDE, C'EST AGIR POUR NE PAS SUBIR

C'est retrouver, comme en rêvait Albert Camus, « un certain accord de la terre et du pied ». Une souveraineté sur le temps, sur l'espace, sur l'argent. C'est puiser dans la violence des injustices l'énergie de les combattre. « *Seuls 20% des enfants de moins de trois ans bénéficient d'une place en crèche ou en halte-garderie* », « *Mme Bettencourt gagne 34 millions d'euros par an, soit plus de 25 000 fois le Smic mensuel* » – derrière les chiffres, il y a des inégalités et des privilèges insupportables. Pour en venir à bout, encore faut-il rompre avec l'idée qu'il n'existe qu'une seule politique possible ! Dans l'histoire d'un peuple libre, il y a toujours un chemin ouvert et des choix utiles contre la gestion sans âme et les dogmes répétés en boucle par ceux-là mêmes qui ont si mal agi ou qui sont si bien à l'abri. Pas la peine d'aller chercher plus loin les causes du désarroi civique que traduisent l'abstention et la montée de l'extrémisme. Ce n'est pas en stigmatisant les électeurs que nous inverserons la donne, mais en les écoutant et en leur proposant un autre avenir pour la France et pour l'Europe. Cette volonté de reprendre en main notre destin anime le Parti socialiste à l'heure où tant de Français peinent et doutent. Les Français le savent ou le sentent : notre pays a besoin de l'alternance, d'une autre présidence avec d'autres idées et d'autres priorités. C'est un enjeu d'intérêt national : nous sommes à la croisée des chemins.

Ou bien la voie de la continuité, donc de la glissade.

Ce sont la dérégulation et la marchandisation, qui demeurent les recettes privilégiées. Le capitalisme financier reste dominant. Le compte à rebours écologique continue de s'égrener, les injustices et les tensions de croître. C'est la voie qui est empruntée en France

depuis dix ans. Ce sera le projet de la droite en 2012. C'est le modèle qui mine la planète et mène l'humanité dans le mur. C'est un monde de concurrence exacerbée, d'indifférence, de violence.

Ou bien le chemin du redressement, du changement et du rassemblement. C'est celui que les socialistes et la gauche proposent, avec une conviction au fond du cœur : la politique peut reprendre le pouvoir sur la finance. Nous pouvons agir autrement. « Agir », car il n'y a pas de fatalité mais le plus souvent un manque de volonté ou d'efficacité. « Autrement », car tout n'a pas été essayé, parce qu'une alternative existe à la droite libérale et autoritaire, parce que les socialistes portent des idées d'avenir – la régulation, la justice, la préservation écologique, la décentralisation, la laïcité –, que nous avons tiré les leçons de notre action passée, que nous avons les solutions pour sortir le pays des crises. La gauche ou le déclin, la gauche contre le déclin, voilà l'enjeu de 2012.

**2012-2017 :
REDRESSER
LA FRANCE,
RETROUVER
UNE FRANCE
JUSTE,
RASSEMBLER
LES FRANÇAIS**



Au cœur du projet socialiste, il y a la réduction de tous les déficits qui pèsent sur l'avenir de la France : le déficit des finances publiques bien sûr, mais aussi le déficit d'innovation, le déficit d'emploi, le déficit de justice, le déficit de démocratie, le déficit de rayonnement. Pour y parvenir, nous déploierons notre action sur la durée des cinq ans de la législature, mais nous ferons en sorte que les Français éprouvent d'emblée les bienfaits de l'alternance par l'amélioration de leur vie quotidienne. Dès 2012, des décisions concrètes seront prises qui redonneront l'espoir au pays. Pour redresser la France, retrouver une France juste et rassembler les Français.

REDRESSER LA FRANCE ET PROPOSER UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Le système néolibéral est incapable de placer l'humain avant les biens, les fins avant les moyens. L'urgence est de changer de système. Encore faut-il agir à tous les étages de l'action publique, mondiale, européenne, nationale et locale.

Des réponses inédites doivent être inventées pour concevoir, produire, consommer, échanger mieux. Pour les nations qui sauront anticiper et s'organiser, apprendre et entreprendre, se projeter et se protéger, c'est un formidable gisement de richesses et d'emplois autant qu'une source d'accomplissement individuel et d'épanouissement collectif.

Dans un monde qui va de l'avant, il faut rester compétitifs, ne pas être immobiles. Encore faut-il ne pas se tromper de chemin ! À la compétitivité *low cost* et à l'hyperconcurrence, nous opposons la compétitivité-innovation et la vraie performance. Une conception de l'innovation élargie au champ de l'économie sociale et solidaire s'inscrit dans une vision moderne de l'économie. De même, des salariés revalorisés dans leur travail et sécurisés dans leur parcours professionnel sont une source de richesses – à tous les sens du mot – pour

l'entreprise. Autre évidence : ceux qui créent, qui investissent, qui produisent, qui consomment, ont besoin de stabilité, d'encouragement, de reconnaissance. C'est pourquoi, à l'échelle globale, la finance doit être maîtrisée, le libre-échange encadré, les monnaies stabilisées.

Un nouveau modèle, c'est donc la réindustrialisation du pays et du continent, ainsi que le soutien à une agriculture durable : rien n'est possible sans une ambition productive, une valorisation des savoir-faire, une main-d'œuvre qualifiée et motivée par des conditions de travail améliorées, un soutien massif à l'innovation et à la recherche. Autant de chantiers qui exigent un nouvel interventionnisme de la puissance publique pour anticiper, innover, impulser, coordonner.

Un nouveau modèle, c'est lutter contre le chômage et les licenciements financiers, c'est valoriser le travail, c'est promouvoir la bonne performance, c'est combattre la précarité. C'est mobiliser autour du redressement national les salariés et les entrepreneurs.

Un nouveau modèle, c'est l'urgence écologique et la transition énergétique. Pour nous, l'économie, le social et l'écologie sont indissociables. Sans reconnaissance d'une croissance nécessairement sélective et au contenu profondément transformé, aucune protection de la planète ne sera possible. Ce changement de civilisation mobilisera plusieurs générations, mais c'est dans la décennie qui vient que sa possibilité va se jouer.

Pour porter l'aspiration à un nouveau modèle de développement, il faut être crédible et solide soi-même, avoir les ressources pour le mettre en œuvre. La France n'investit pas suffisamment dans l'avenir. Elle cultive une fiscalité favorable à la rente au détriment de la prise de risques pour innover. Nous sommes un pays qui, comme d'autres, a creusé ses déficits et sa dette au point de mettre en péril la protection sociale et de fragiliser les générations à venir.

Pour obtenir d'autres résultats, dans un contexte de ressources publiques plus rares, il faut faire d'autres choix. Cela rendra à la France un poids et une voix dans le monde.

RESTAURER LA COMPÉTITIVITÉ : UNE NOUVELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE ET AGRICOLE, ET LA REVALORISATION DU TRAVAIL

Il nous faudra restaurer la compétitivité de l'économie française. Pour cela, il faut sortir de l'impasse de la fausse performance : celle qui croit qu'un salarié pressuré est plus productif, que les profits financiers font la valeur ajoutée, que la privatisation et l'absence de règles sont la clé de la rentabilité, que la dégradation du climat est une variable d'ajustement. L'idée majeure, le fil rouge de notre projet, c'est la recherche de la vraie performance qui est, pour nous, économique, sociale et environnementale.

La vraie performance, c'est une France attractive et compétitive, c'est une France qui





produit des emplois et des savoir-faire. La désindustrialisation n'est pas une fatalité même si la concurrence internationale est brutale. Encore faut-il que nous fassions le choix d'un nouvel interventionnisme, anticipateur plutôt que réparateur, au service de la production et de la qualification. Pour engager le renouveau productif qu'attendent les entrepreneurs et les salariés, nous créerons une **Banque publique d'investissement**. Elle sera mobilisée pour anticiper, mettre en réseau, reconverter, relocaliser. Elle constituera un Fonds souverain à la taille de la France qui lui permettra de faire la différence dans la mondialisation et de viser le leadership dans les domaines du futur – les énergies et les éco-activités, le véhicule décarboné, la santé et les biotechnologies, l'agroalimentaire et les agro-ressources, les réseaux de transports ou de communication à très haut débit, l'économie de la société numérique. Elle soutiendra les PME et les PMI pour favoriser la constitution d'entreprises de taille intermédiaire qui font la force de l'Allemagne et qui manquent cruellement à la France. Elle pourra prendre des participations stratégiques. La Banque publique d'investissement se déclinera **sous la forme de fonds régionaux en copilotage avec les régions**, collectivités qui ont fait leurs preuves en matière de développement économique et qui doivent être confortées dans cette responsabilité. Pour nous, c'est clair : la dynamique d'innovation se joue au plus près du tissu économique et des acteurs que sont les entreprises, les pôles de compétitivité, les laboratoires de recherche, les universités, les partenaires sociaux, les collectivités locales. Nous développerons la recherche publique et privée. Notre société doit investir le savoir,

investir dans le savoir. Dans la société créative que nous voulons dynamiser, nous veillerons à ce que l'Internet, neutre et ouvert, continue à jouer son rôle d'accélérateur d'innovation. Et parce que les cotisations patronales pèsent sur le travail et pénalisent les artisans, les commerçants et les entreprises de main-d'œuvre, **nous transférerons l'assiette de ces cotisations de la masse salariale vers la valeur ajoutée.**

La vraie performance, c'est aussi engager la transition écologique et énergétique qui permettra à la France de rester dans le peloton de tête des nations leaders. Changement climatique, érosion de la biodiversité, fin des ressources fossiles abondantes, catastrophe nucléaire de Fukushima, danger de l'exploitation des gaz de schiste sont autant d'alertes : il y a urgence à forger un nouveau modèle qui concilie respect de l'environnement, satisfaction des besoins, réduction de notre consommation. C'est un des chantiers les plus lourds, vitaux, de la première moitié du XXI^e siècle. Pour encourager la sobriété environnementale – la première ressource économisée est celle qui n'est pas consommée –, dans une cohérence fiscale d'ensemble, nous mettrons en place une **contribution climat énergie** vraiment redistributive, accompagnée de mesures de justice sociale pour les ménages qui subissent la crise et les entreprises les plus exposées à la concurrence mondiale. Son produit sera intégralement affecté aux économies d'énergie (logements, transports individuels et collectifs), au rattrapage en matière de nouvelles énergies et au développement de nouvelles filières. Des contreparties pour les ménages les plus modestes ne disposant pas d'alternative de

transport et de chauffage seront mises en place. Nous mettrons également en place un nouveau mécanisme de tarification des biens et services essentiels - en particulier l'énergie, l'eau, la mobilité et Internet -, n'excluant personne tout en responsabilisant chacun.

Pour **sortir de la dépendance au nucléaire et au pétrole**, nous développerons massivement les économies d'énergie et les énergies renouvelables, dont la droite a déstabilisé les filières naissantes. Notre filière nucléaire, contrôlée publiquement, devra être réorientée progressivement vers le traitement des déchets, le démantèlement des centrales, la sécurisation des installations en France et à l'international, ainsi que vers la montée en puissance des filiales dédiées aux énergies nouvelles. Un débat national sur la transition énergétique sera engagé dès 2012. D'ici la conclusion de ce débat, nous mettrons en place un moratoire sur l'accroissement des capacités nucléaires. Les exportations de technologies nucléaires (y compris le Mox) seront interdites sur les pays ou zones à risque. Nous reviendrons sur la loi NOME (Nouvelle organisation des marchés de l'électricité).

La vraie performance, c'est la valorisation du travail. La mise sous pression des salariés est non seulement intolérable, mais inefficace. La souffrance est là, pas la performance. En 2012, nous engagerons la reconquête de la valeur du travail. Nous ferons en sorte que le travail permette de vivre correctement, de combattre la précarité, protège les travailleurs de licenciements indus, rende possible la progression professionnelle tout au long de la vie.

Depuis des années, des lois incitatives ont été votées pour lutter contre la discrimination

femme-homme et la précarité, hélas sans résultats probants. Il faut passer aux actes ; il faut des résultats.

L'égalité salariale femme-homme ainsi que l'absence de recours abusif aux emplois précaires seront une condition pour conserver le bénéfice des exonérations de cotisations patronales qui existent aujourd'hui. Les entreprises auront un an à compter de l'élection de 2012 pour conclure un accord collectif de revalorisation du travail qui portera sur ces questions, mais aussi sur la formation, ou encore la santé au travail. Nous donnerons les moyens à l'inspection du travail de faire respecter tous les droits des salariés.

Les salariés ne sauraient être la variable d'ajustement de la recherche maximale du profit. C'est pourquoi il faudra renchérir **le coût des licenciements collectifs pour les entreprises qui versent des dividendes** ou qui rachètent leurs propres actions. Nous instaurerons une obligation de remboursement des aides publiques en cas de licenciements collectifs non justifiés par les difficultés de l'entreprise. Dans les cas de pratiques manifestement contraires à l'intérêt même de l'entreprise (cf. Molex), nous donnerons la possibilité aux salariés de saisir le tribunal de grande instance afin de prendre les mesures nécessaires, y compris la mise sous tutelle judiciaire le temps utile pour faire cesser ces pratiques.

La vraie performance, c'est une agriculture et une pêche rémunératrices, durables et valorisées. Cela passe par une nouvelle politique agricole européenne et par un réel équilibre entre les producteurs et les grands distributeurs. Cela suppose également d'inscrire dans la charte des Nations unies le droit des peuples à assurer la sécurité de leurs approvisionnements alimentaires. Cela passe surtout par des



mesures immédiates, à la fois positives pour les agriculteurs et les éleveurs, et favorables à l'environnement. C'est pourquoi **nous généraliserons les achats publics vers l'agriculture et la pêche de proximité (lait et laitages, viandes, fruits et légumes)** en soutenant les efforts des communes, des départements et des régions qui se sont déjà engagés dans ce sens, et en permettant d'introduire des clauses de proximité dans les marchés publics (notamment pour réduire les émissions de CO₂).

La vraie performance, c'est remettre la fiscalité à l'endroit, au service de la justice sociale, de l'emploi et de la croissance durable. Les Français savent que des efforts sont nécessaires pour redresser le pays, mais ils n'acceptent plus qu'ils soient inégalement répartis. Les 50 % des Français les plus modestes se voient appliquer un taux effectif de contribution (tout compris : impôts directs, cotisations sociales, CSG, TVA...) de l'ordre de 45 à 50 % quand il n'est que de 30 à 35 % pour les plus riches ! Le même scandale existe pour les entreprises : grâce à leurs outils d'« optimisation fiscale », les multinationales cotées en Bourse se voient imposer un barème moyen de 8 % quand il est de 33 % pour une PME ! Un mot résume la fiscalité actuelle : injuste. À cause de la multiplication des privilèges Sarkozy et des cadeaux aux clientèles électorales de l'UMP. À cause d'une taxation qui frappe plus le travail que le capital. À cause d'une progressivité insuffisante qui fait qu'en proportion de ses revenus, un dirigeant du CAC 40 paie moins d'impôts qu'un cadre moyen. Nous engagerons trois grandes transformations de la fiscalité. La fiscalité doit être plus progressive et redistributive : pour cela, la **CSG et l'impôt sur le revenu seront fusionnés et prélevés**

à la source. La fiscalité doit être rééquilibrée en faveur du travail au détriment de la rente et de la spéculation : c'est pourquoi nous **soumettrons les revenus du capital au barème de l'impôt sur le revenu** – ce qui signifie la suppression du prélèvement libératoire. La fiscalité doit aussi être un levier pour la social-écologie : nous engagerons le verdissement de notre fiscalité, en particulier en rendant la **TVA écomodulable**. Elle diminuera pour les produits non polluants et elle augmentera pour les autres. Ainsi, le prix des biens reflète leur coût pour la planète.

RÉGULER LE SYSTÈME FINANCIER POUR LE REMETTRE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE

En France comme ailleurs en Europe, la financiarisation de l'économie s'est traduite par la stagnation de l'investissement dans l'avenir, la rigueur budgétaire, l'austérité salariale, la montée du chômage. De G8 en G8, de G20 en G20, les sommets se sont succédés, les renoncements se sont accumulés.

Nous agissons d'abord en France. Pour que les entreprises privilégient l'investissement et l'avenir sur les dividendes et le court terme, nous introduirons **une modulation de l'impôt sur les sociétés** : son taux passera de 33 % à 20 % pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices et montera jusqu'à 40 % pour celles qui privilégient les dividendes des actionnaires. Le système bancaire et financier doit être régulé. Les banques sont responsables de la crise et, alors qu'elle est toujours là pour les Français, elles affichent des profits énormes. Une **surtaxe de 15 % de l'impôt sur les sociétés sera acquittée**



par les banques et les établissements financiers.

Son produit sera affecté au financement des retraites de la nation.

Et puis – c'est un enjeu rarement évoqué alors qu'il est décisif – remettre l'économie devant la finance suppose de former des élites passionnées par la production et non fascinées par le profit. Les grandes écoles, qui forgeaient traditionnellement les élites républicaines qui ont fait la force de notre administration, de notre industrie et de notre recherche, orientent aujourd'hui excessivement leurs élèves vers des études qui les destinent plus à être financiers et *traders* plutôt qu'ingénieurs ou hauts fonctionnaires.

Dans le cadre de l'action concertée des États membres de l'Union européenne, la France mènera une lutte acharnée pour la **suppression des paradis fiscaux**. Nous créerons une **agence de notation publique** sous l'égide de l'Eurogroupe (trois agences de notation contrôlent 85 % du marché!). Nous agirons pour **séparer les activités de dépôt et d'investissement** et limiterons les pratiques spéculatives pour éviter que les banques prennent des risques sur les dépôts de leurs clients. Nous renforcerons les ratios prudentiels et nous les étendrons à l'ensemble du secteur financier. Avec le Parti socialiste européen (PSE), nous défendons une **taxe sur les transactions financières de 0,05 %** dont le principe a été acté par le Parlement européen en mars 2011. À l'échelle de l'Union européenne, elle permettra de dégager 200 milliards d'euros supplémentaires par an. Son produit pourrait être affecté à deux priorités : le financement de l'aide aux pays en développement et leur adaptation au réchauffement climatique, la réduction des déficits des États membres.

Nous refusons le pseudo-pacte de compétitivité qui veut imposer l'austérité à l'Europe toute entière. À Athènes, en mars 2011, le Parti socialiste européen a proposé une autre feuille de route pour sortir l'Europe de la crise par une croissance durable au service de l'emploi, en relançant le progrès social, tout en permettant de sortir de la spirale de la dette.

RETROUVER LA CROISSANCE : PRIORITÉ AUX JEUNES, À L'INVESTISSEMENT ET AU POUVOIR D'ACHAT

L'économie française souffre d'un triple handicap : insuffisante compétitivité, déficits publics, chômage de masse. S'y ajoute le ralentissement de la demande – le taux d'utilisation de nos capacités de production est dix points en dessous de sa moyenne. Nous devons traiter ces problèmes ensemble. Un accroissement de la demande qui ne serait pas accompagné d'une politique de compétitivité ne ramènerait pas la croissance et ne favoriserait que les importations. Inversement, une politique d'austérité telle qu'elle est appliquée actuellement, mêlant hausses d'impôts (11 milliards d'euros en 2011) et coupes massives dans les dépenses, empêche l'économie de redémarrer et laisse persister le chômage et les déficits. Au lendemain des élections de 2012, nous engagerons des mesures d'urgence pour renouer avec une croissance durable.

La priorité des priorités sera de redonner un avenir à la jeunesse. Six cent mille jeunes de moins de 25 ans sans emploi, ce n'est pas

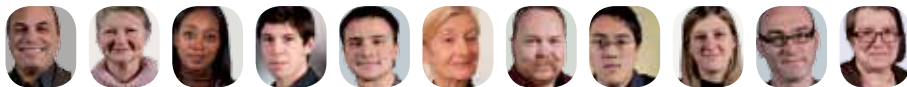
une statistique, c'est un scandale. Un pays qui sacrifie sa jeunesse sacrifie son avenir. C'est pourquoi, lors de notre première année de mandat, nous ferons de **la jeunesse une « grande cause nationale »**. Plutôt que par des contrats dédiés qui font des jeunes travailleurs des variables d'ajustement, nous voulons pour eux les mêmes droits puisqu'ils ont déjà les mêmes devoirs. En commençant par l'emploi : pour redonner confiance et permettre aux jeunes de s'insérer sur le marché du travail, **nous créerons trois cent mille emplois d'avenir à temps plein**, couplés à un bilan de compétence, dans les domaines de l'innovation sociale, environnementale, etc. Ils s'inspirent des emplois-jeunes, mais dans de nouveaux domaines. Les emplois-jeunes, entre 1997 et 2002, ont permis à 85 % de leurs bénéficiaires d'avoir un emploi à leur issue et à 72 % d'entre eux d'être recrutés dans des emplois à durée indéterminée. Ils permettront également de dynamiser le mouvement associatif et les secteurs à but non lucratif. La moitié seront créés dans les douze premiers mois. Leur coût sera financé par la suppression de la subvention aux heures supplémentaires, qui a détruit soixante-dix mille emplois depuis 2007, en rendant les embauches plus chères que les heures supplémentaires, et bloqué tout espoir de baisse du chômage, même en cas de retour de la croissance. Nous ferons appel à des **tuteurs bénévoles** pour accompagner des jeunes sans qualification, les orienter et les aider à faire leurs premiers pas professionnels.

L'investissement sera relancé dès l'été 2012 avec l'abaissement de l'impôt sur les sociétés pour celles qui réinvestissent leurs bénéfices.

De cette façon, nous soutiendrons l'activité et appuierons les PME sans coût supplémentaire pour les finances publiques le taux d'imposition étant relevé, dans une logique de bonus-malus, pour les entreprises qui privilégient les dividendes. Nous recentrerons le Crédit impôt recherche sur les dépenses de recherche des PME et des entreprises industrielles stratégiques.

Nous soutiendrons le pouvoir d'achat des ménages. Plus de 40 % des Français n'ont pas été augmentés depuis cinq ans alors que leurs dépenses contraintes explosent. C'est inacceptable. C'est intenable, socialement et économiquement. Nous organiserons une **conférence salariale annuelle** qui, dans un dialogue tripartite (État, organisations syndicales, organisations patronales) et à partir d'un diagnostic de la situation économique du pays, permettra aux partenaires sociaux d'établir un cadre général d'évolution des salaires ayant vocation à orienter les discussions dans les différentes branches professionnelles et les entreprises. Cette conférence devra notamment contribuer au rééquilibrage de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Durant la législature, nous procéderons à une **revalorisation du pouvoir d'achat du Smic**. Pour que les hautes rémunérations ne captent pas l'essentiel des richesses produites dans les entreprises, **les rémunérations variables seront limitées au montant de la part fixe** (les bonus et les parachutes dorés compris), **les contributions fiscales et sociales sur les stock-options, les bonus et les parachutes dorés** seront fixées au même niveau que les salaires et nous plafonnerons





Les écarts de rémunérations de 1 à 20 au sein des entreprises qui ont une participation publique dans leur capital. Dans les autres, l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du conseil d'administration et après avis du comité d'entreprise, fixera ce ratio.

Mais améliorer le pouvoir d'achat, c'est aussi limiter le coût des dépenses contraintes des ménages. Pour cela nous agirons prioritairement sur les factures logement par un **encadrement des loyers** à la première location et à la relocation dans les zones de spéculation immobilière, ainsi que sur la facture énergétique par une **taxation des superprofits des groupes pétroliers pour financer des aides à l'isolation** et développer les énergies renouvelables. Nous mettrons en place une nouvelle tarification qui assurera à tous l'accès à l'eau et à l'énergie. Cette tarification sera fonction de l'usage, avec un **tarif de base peu cher pour les besoins essentiels** et des tarifs progressifs pour les consommations non contraintes.

CHANGER D'EUROPE

Comme la France sur le continent, l'Europe dans le monde risque le déclassement. Pour le stopper, deux idées fausses doivent être écartées : l'idée que nous pourrions faire sans l'Europe et l'idée que nous pourrions continuer avec l'Europe actuelle. Pour nous socialistes, le plan de redressement de la France doit s'accompagner d'un redressement de l'Europe.

L'inachèvement politique et social de l'Europe se fait chaque jour plus durement sentir. La paix, la souveraineté alimentaire, de grandes réussites industrielles, la réduction des inégalités entre anciens et nouveaux pays membres, un revenu moyen par tête parmi les plus élevés du monde, une monnaie commune qui a protégé dans la crise – ce que l'Europe a apporté est considéré comme acquis. Alors même qu'il s'agit de réalisations à consolider et, surtout, à prolonger.

L'Europe actuelle s'illustre par une insuffisante concertation dans la crise, le manque de solidarité envers les États asphyxiés par la dette et les marchés, l'incohérence dans les instances internationales dès qu'il est question de fiscalité écologique, l'incapacité à protéger ses entreprises, ses brevets, ses salariés dans la compétition internationale.

Pour faire de l'Europe une zone de croissance durable, des leviers existent : une coordination des politiques économiques fondée sur un pilotage fin de la monnaie et du budget, une **redéfinition du rôle et des objectifs de la BCE (Banque centrale européenne)** notamment afin de soutenir davantage les États en difficulté, l'intégration de l'économie et de l'écologie, la convergence sociale et fiscale, la souveraineté énergétique et le développement des énergies renouvelables, une ambition scientifique, technologique et culturelle forte, mais aussi une défense réaliste de nos intérêts commerciaux face aux pays à bas salaires et aux espaces protégés par les États.

Dans une Europe à vingt-sept, la France ne peut décider de tout, toute seule. En même temps, son réveil est attendu. Forts de la

confiance populaire, le Parti socialiste et ses alliés seront une force de proposition auprès des autres États membres, de la Commission et du Parlement européens. Nous donnerons vie aux « coopérations renforcées », proposerons les contours d'un groupe pionnier adossé à la France et à l'Allemagne, autour d'objectifs précis. Ce groupe pionnier sera le moteur de réformes institutionnelles nécessaires pour redonner force et ambition au projet européen.

Au sommet d'Athènes en mars 2011, nous avons acté avec le Parti socialiste européen une nouvelle stratégie que nous proposerons à nos partenaires en 2012. Elle tourne la page de l'austérité brutale et risquant d'être fatale, pour définir une **stratégie de sortie de crise** qui allie de manière efficace et équilibrée croissance et assainissement des comptes publics, et projeter l'Europe vers 2020. Nous proposons plusieurs réorientations concrètes, notamment : **l'émission d'eurobonds** (emprunts européens) pour financer les investissements du futur (réseaux de transport d'énergie, réseaux numériques, biotechnologies...) et les champions industriels de demain ; la création d'un **fonds européen permanent de stabilité financière** pour empêcher toute spéculation sur la dette des États et concilier assainissement des finances et redressement économique ; le **traitement différencié des dépenses d'avenir** (éducation, enseignement supérieur, recherche, infrastructures vertes ou numériques) dans le Pacte de stabilité et de croissance pour orienter les dépenses publiques en Europe vers la préparation du futur ; l'adoption d'une **assiette commune et d'un taux minimum de l'impôt sur les sociétés** pour mettre fin à la concurrence mortifère entre États européens ; la construction avec les pays qui le voudront, dans le cadre d'une coopération renforcée permise par les traités actuels,

d'une **Communauté européenne des énergies** pour accélérer notre transition énergétique, notamment par des investissements massifs pour développer les énergies renouvelables, les réseaux de transport d'énergie, et nous présenter unis face aux grands fournisseurs d'énergies en mutualisant nos achats. Nous nous opposerons à toute nouvelle directive visant la mise en concurrence dans le domaine des services publics et nous demanderons à renégocier les directives de libéralisation. Enfin, parce que la mondialisation est aussi une bataille culturelle, nous demanderons à l'Union européenne d'agir fortement pour développer, promouvoir et protéger la création culturelle, cinématographique et audiovisuelle sur notre continent. Nous dirons aussi combien serait positive la mise en place au 1^{er} janvier 2013 d'une **Université technologique européenne**. À nos voisins, nous proposerons des coinvestissements, par exemple une initiative francoallemande pour réaliser la ligne TGV Paris-Berlin d'ici dix ans.

Avec force, nous nous battons pour un nouveau pacte commercial fondé sur la réciprocité des règles et des sauvegardes. Les autres puissances qui veulent commercer avec l'Europe doivent être soumises aux mêmes obligations sociales, sanitaires, environnementales, technologiques que nos entreprises, nos ingénieurs, nos travailleurs, nos territoires. En cas d'échec durable des négociations sur les normes dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), **nous augmenterons les droits de douane au niveau européen sur les produits ne respectant pas les normes internationales en matière sociale, sanitaire ou environnementale**, le temps nécessaire pour que celles-ci soient respectées. Oui à l'Europe ouverte, non à l'Europe offerte ! Dans la mondialisation, la France et l'Europe



doivent défendre des valeurs, elles doivent aussi défendre leurs intérêts.

REDONNER À LA FRANCE UNE VOIX FORTE DANS LE MONDE

Nous voulons une France et une Europe qui s'engagent résolument pour le développement, pour la résolution des conflits et la promotion de la paix – en développant autant que possible une véritable diplomatie européenne et en construisant l'Europe de la Défense –, mais aussi dans la lutte contre le terrorisme en protégeant les citoyens par les moyens modernes respectueux du droit et en aidant les pays en développement et leurs peuples à combattre les organisations terroristes. Une France et une Europe qui s'organisent géographiquement avec l'Afrique – et en priorité le sud de la Méditerranée – face aux grandes régions mondiales d'Amérique et d'Asie en un **ensemble régional qui aura pour mission de relever les défis communs comme la sécurité alimentaire, le climat, l'eau, l'énergie, les migrations, la formation.**

Avec l'arrivée de nouveaux acteurs sur le devant de la scène mondiale, il faut repenser de fond en comble les règles du jeu. Il faut revoir les rapports entre l'Occident et le reste du monde : l'objectif, c'est le multilatéralisme. Il faut trouver collectivement une gestion intelligente des problèmes des ressources, des biens communs, des interdépendances. Dans ce système mondialisé, il faut intégrer dans l'organisation des échanges économiques non plus seulement le coût, mais également

les dimensions sociales et environnementales. Cela passe par une meilleure cohérence de toutes les enceintes au sein desquelles se discutent ces sujets, aujourd'hui de façon éparse : FMI, OMC, OIT, OMS. C'est d'abord réaffirmer la légitimité de l'ONU, organiser sa prépondérance et repenser sa gouvernance.

Le Conseil de sécurité doit être élargi à l'Allemagne, à l'Inde, au Brésil, à l'Afrique du Sud, au Japon et à un pays du monde arabe afin qu'il reflète les nouveaux équilibres régionaux et mondiaux. **L'ONU doit devenir le couronnement d'un ordre juridique et normatif international**, afin que le droit régule les rapports internationaux et que dans la société internationale de demain, la force du droit l'emporte sur le droit du plus fort.

Dans les conflits, la France fondera sa doctrine d'intervention sur le droit international, le respect des mandats de l'ONU, la protection des populations civiles et de nos ressortissants à l'étranger ainsi que des objectifs politiques clairs, débattus au Parlement.

Nous agissons ainsi pour que pléiade d'organisations environnementales soit regroupée en une unique **Organisation mondiale de l'environnement**. La France s'engagera résolument vers une nouvelle politique de coopération et de codéveloppement, fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité et reconnaissant véritablement le droit des peuples au développement et à la démocratie.

La France de 2012 redonnera à la Francophonie, si essentielle à notre politique étrangère, toute l'ambition qu'elle mérite.

Enfin, dans les conflits armés, la France fondera sa doctrine d'intervention sur le droit international, le respect des mandats de l'ONU,

la protection des populations civiles et de nos ressortissants à l'étranger, ainsi que des objectifs politiques clairs.

ASSAINIR LES FINANCES PUBLIQUES : UN IMPÉRATIF POUR L'AVENIR ET POUR RÉALISER NOTRE PROJET

Pour nous, le rétablissement des comptes publics est un objectif de souveraineté politique et un objectif de justice. Aucun pays ne peut, sans menace pour son rayonnement et pour sa paix sociale, ignorer, pour le présent et pour l'avenir, le coût de ses déficits.

La France en 2012 ne sera pas celle de 2007. Le déficit public est considérable, autour de 7 % contre 2,7 % lorsque M. Sarkozy est arrivé au pouvoir. En dix ans, la droite a doublé la dette de la France, la faisant passer de 900 à 1 800 milliards d'euros. Bien entendu, la crise explique pour une part ces piètres résultats. Mais la Cour des comptes estime à deux tiers l'impact des choix budgétaires et de la politique économique opérés par la droite. C'est donc par la dette que la droite a principalement financé ses « réformes ».

Après avoir creusé la dette et les déficits, M. Sarkozy et M. Fillon expliquent qu'il n'y a plus de marges de manœuvre, que l'issue pour le pays réside dans une politique d'austérité sociale et d'alignement économique par le bas. Ce que la droite n'avoue pas, c'est que si la situation des comptes publics est difficile en 2011 et ne permettra évidemment pas tout, tout de suite en 2012, il est toutefois possible de rétablir des marges de manœuvre.

Nous savons que redressement économique et redressement financier sont inséparables. Sans croissance, les mesures d'austérité ajoutent de la crise à la crise et finalement des déficits aux déficits et de la dette à la dette, l'exemple grec le montre amplement s'il en était besoin. Mais à l'opposé, sans redressement des comptes publics, il n'y aura pas de confiance durable dans l'économie, et pas de moyens pour financer les priorités des Français.

Il y a un chemin pour rétablir les comptes publics, mais il suppose de ne pas confondre sérieux et austérité. Ce chemin, c'est celui que nous proposons : des mesures pour raviver la croissance dès l'été 2012 ; une nouvelle politique industrielle pour rendre cette croissance durable ; l'annulation de dépenses fiscales injustes et inutiles voire néfastes pour l'économie et l'emploi.

La politique économique que nous proposons donne les moyens à la France de retrouver à partir de 2013 une croissance autour de 2,5 %. Nous affecterons une partie des fruits de la croissance au désendettement en maintenant la progression des dépenses publiques à un niveau inférieur à la croissance. Mais, de même qu'il serait illusoire de vouloir redresser les comptes sans une politique économique favorable à la croissance, il n'est pas possible de rééquilibrer nos finances, sans trouver des ressources nouvelles. Nous procéderons également à des redéploiements pour financer sans impact sur les comptes publics une partie de nos priorités.

Depuis 2002, la droite a créé plus de 70 milliards de dépenses fiscales inutiles, dont 40 milliards





depuis 2007, décisions sans efficacité économique et injustes socialement. Sur ces 70 milliards, nous en annulerons 50 milliards. Pour cela, il sera procédé à une évaluation de l'utilité sociale et économique de toutes les niches fiscales et sociales (bouclier fiscal, nombreuses niches sur l'ISF, sur l'impôt sur le revenu et sur l'immobilier, détaxation des heures supplémentaires, taux réduit de TVA dans la restauration, alignement des contributions fiscales et sociales des stock-options et des bonus sur celles des revenus du travail...). Celles qui sont inefficaces ou trop coûteuses seront supprimées ou recalibrées.

Nous **affecterons ces 50 milliards de ressources nouvelles pour moitié à la réduction de la dette et des déficits et pour moitié au financement de nos priorités pour les Français**, soit 25 milliards pour la compétitivité, l'emploi, la jeunesse, l'éducation, la santé et la sécurité. Les 25 milliards d'euros de ressources dégagées, ainsi que le maintien d'une croissance des dépenses publiques à un niveau inférieur à la croissance, permettront de remplir nos objectifs en matière de réduction des déficits et de désendettement, et de financer notre politique. Notre stratégie de redressement financier est fondée sur des décisions nationales, mais – si nous parvenons à lui faire voir le jour – nous affecterons aussi la moitié du produit de la taxe sur les transactions financières à l'assainissement des comptes publics, ce qui permettra d'accélérer le retour à l'équilibre.

RETROUVER LA JUSTICE POUR BÂTIR L'ÉGALITÉ RÉELLE

Retrouver la justice, c'est rebâtir une école qui accompagne tous les élèves vers la réussite. C'est garantir des protections collectives et des droits personnalisés pour étudier, se loger, se déplacer et se soigner. C'est bâtir une sécurité sociale professionnelle pour sécuriser les transitions professionnelles, pour protéger les salariés, permettre à chacun une progression professionnelle tout au long de la vie et de mieux organiser sa vie selon ses choix.

C'est adapter la France à la révolution de l'âge en redonnant toute leur place aux seniors dans l'entreprise, aux aînés leur place dans la société et trouver les moyens de garantir la pérennité d'un système de retraites juste, solidaire et par répartition. C'est adapter la société pour permettre aux personnes dépendantes comme aux personnes handicapées de vivre pleinement leur existence.

Retrouver la justice, c'est ce que nous devons à nos banlieues. C'est construire la ville du XXI^e siècle, une ville dense, intense, durable et solidaire. Le chantier est immense.

DEUX NOUVEAUX CHANTIERS : INVENTER LA SÉCURITÉ SOCIALE PROFESSIONNELLE ET LA VILLE DU XXI^E SIÈCLE

Inventer la sécurité sociale professionnelle.

Permettre l'égalité réelle et l'épanouissement individuel, c'est sécuriser les parcours professionnels et assurer une véritable progression tout au long de la vie. Le modèle classique des salariés accomplissant toute leur carrière dans la même entreprise est aujourd'hui derrière nous. L'usine formait, intégrait, cotisait pour la maladie et la retraite. On y rentrait à 16 ans, on y faisait carrière jusqu'à la retraite et on y était protégé par des syndicats puissants. Chacun sait aujourd'hui qu'il changera d'entreprise, qu'il fera peut-être plusieurs métiers. Certains peuvent le regretter, nous pensons qu'il ne le faut pas : la mobilité peut être l'opportunité de carrières professionnelles plus riches à condition de bien l'organiser.

C'est pourquoi la sécurité sociale professionnelle sera l'une des grandes réformes que la gauche proposera aux Français en 2012. Elle permettra de reprendre des études interrompues prématurément, d'amortir les chocs professionnels, de rebondir pendant les périodes de chômage par la formation, et de garantir à chacun une réelle progression professionnelle. Dans ce cadre, nous créerons pour chacun un **compte temps-formation** qui permettra de s'arrêter de travailler temporairement sans perdre les droits liés au travail, pour reprendre des études, réaliser un projet personnel ou s'occuper de sa famille. Il sera alimenté tout au long de la carrière professionnelle selon des modalités que nous négocierons avec les partenaires sociaux, et s'articulera avec des dispositifs existants comme le DIF (Droit individuel à la formation). Pour les jeunes qui ont interrompu leur scolarité de manière précoce, un

droit à la formation initiale différé leur permettra de reprendre des études plus tard.

La ville du XXI^e siècle. 80 % de nos concitoyens vivent en ville. La ville devrait rapprocher et mêler les individus. Or elle crée trop souvent de l'isolement et de l'exclusion, et pas seulement dans les banlieues. Il est temps de penser la ville du XXI^e siècle, de reconstruire des villes denses et intenses où chaque commune, chaque quartier mêle les différentes fonctions de la vie : logement, santé, activités économiques, culture, sport. Avec la qualité partout – qualité des espaces publics, des logements, des équipements. Faisons du logement une priorité. Le quart du budget des ménages part dans le logement contre 11 % dans les années 1960. Les files d'attente ne cessent de s'allonger pour le logement social. La situation est inquiétante. Il faut en finir avec ces crédits logement gaspillés dans des dispositifs de défiscalisation (type Scellier), qui ne font qu'aggraver la spéculation sur les prix, pour les réorienter sur une politique qui tient en trois axes : construire plus, construire social et construire durable. Au-delà de l'encadrement des loyers, nous redéploierons une partie des fonds consacrés à la défiscalisation pour financer **150 000 logements sociaux chaque année**. Nous favoriserons la mixité sociale, en fixant une **règle des trois tiers bâtis** sur chaque parcelle à urbaniser ou à réurbaniser : un tiers de logements sociaux, un tiers de logements en accession sociale à la propriété, un tiers de logements libres. Ces logements seront aux normes BBC (bâtiment basse consommation) pour limiter les charges locatives. **Nous élargirons la taxe sur les logements vacants**. Nous porterons à 25 % la proportion de logements sociaux qui devra être atteinte dans chaque ville de notre pays (contre 20 % aujourd'hui – loi SRU). **Nous utiliserons les plans locaux d'urbanisme, pour limiter l'étalement urbain**, préserver les



espaces naturels, optimiser les réseaux de transport, d'assainissement et numériques, en construisant prioritairement autour des nœuds de transport. Nous ferons voter **une loi foncière** permettant de limiter la spéculation, de partager la rente foncière avec les collectivités locales et de faciliter la maîtrise publique à travers **des établissements publics fonciers** copilotés par les communes, les communautés de communes, les départements et les régions.

La promesse républicaine, c'est celle que nous devons à nos banlieues. La France est confrontée à un défi de réunification nationale dans une centaine de quartiers en France. Depuis les émeutes de 2005, les habitants qui y vivent ont le sentiment d'avoir été abandonnés par le gouvernement. Relever ces quartiers est un levier de croissance et de compétitivité pour la nation. Il y a des talents évidents, des envies de réussite, des maires et des élus locaux mobilisés. Nous irons au bout des engagements pris par l'ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine), car rétablir la confiance impose que l'État tienne sa parole et nous lancerons un **vrai programme de qualité urbaine**. La mixité sociale est un impératif qui se construit dans les villes peu dotées en logements sociaux par la loi SRU, et dans les quartiers confrontés à une ghettoïsation sociale inacceptable. Nous encouragerons la signature de chartes de diversité sociale entre les villes, l'État et les bailleurs sociaux. Pour développer l'emploi de proximité, nous soutiendrons les villes et les agglomérations qui créent des **zones d'activité** attractives proposant des emplois adaptés aux compétences locales et **nous accompagnerons les jeunes demandeurs d'emploi des quartiers vers les « emplois d'avenir »**. Qualité de l'enseignement, accès aux soins, moyens

et présence de la police de proximité, service postal et transports en commun, nul ne doit plus aujourd'hui être victime de discrimination territoriale dans l'accès au service public. **Des pôles de services publics** seront installés et garantis. Les habitants y trouveront en outre un médiateur local capable de les orienter dans leurs démarches. La politique de la ville doit s'appuyer sur une véritable péréquation financière, la simplification des zonages et des dispositifs. Nous proposerons aux collectivités, aux bailleurs, aux représentants de l'État, aux associations et aux opérateurs de la ville un **Contrat unique de développement humain et de renouvellement urbain**, ouvert à l'évaluation des habitants, qui comportera deux volets : un volet humain pour l'emploi, la réussite éducative, la santé, l'égalité entre les hommes et les femmes, la sécurité et un volet urbain pour l'habitat, les équipements publics, le cadre de vie, les transports, les réseaux numériques.

L'ÉCOLE, LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ SERONT AU CŒUR DE NOS PRIORITÉS

Face aux inégalités et au déclassement, les services publics sont le rempart que la droite n'a cessé de démolir et d'appauvrir. La gauche engagera leur renouveau pour améliorer la vie de tous les jours, en concentrant les moyens sur trois grands chantiers. Dès notre arrivée au pouvoir, nous lancerons un audit des services publics et des effets de la politique de réduction des effectifs conduite par la droite pour engager les rattrapages là où ils sont nécessaires.

Nous proposerons un nouveau pacte éducatif à la nation. Nous ne pouvons pas accepter qu'aujourd'hui, seuls trois enfants d'ouvriers sur dix atteignent la terminale. Nous n'acceptons pas que la moitié des enfants des familles défavorisées soient en retard en sixième, ni qu'à 17 ans, 20 % des enfants des familles les plus pauvres aient arrêté leurs études. La volonté qui anime notre **pacte éducatif est de donner le meilleur pour tous, les moyens de s'en sortir à ceux qui sont en difficulté et la confiance aux professeurs et aux personnels éducatifs.** Il est temps de sortir d'un système qui sélectionne par l'échec dès le plus jeune âge et d'affirmer que l'égalité et la mixité sont la condition de la réussite de tous.

Trop de plans sont restés lettre morte pour avoir voulu tout faire. Nous voulons agir fortement sur les fragilités les plus graves du système. Nous apporterons des réponses fortes là où elles sont attendues.

Parce que les inégalités scolaires se jouent très tôt, au cours de la législature, en lien avec les collectivités locales et les associations familiales, nous favoriserons les conditions **d'accueil des tout-petits**, notamment par un plan de création de places en crèches, la scolarisation dès deux ans pour les parents qui le souhaitent et l'accueil obligatoire dès trois ans.

Nous veillerons à la qualité des **apprentissages en début de cycles** là où se concentrent les difficultés. L'école primaire souffre aujourd'hui d'un sous-investissement, comme le montrent les enquêtes internationales. Nous lui donnerons les moyens de garantir à tous les élèves **l'acquisition d'un socle commun de savoirs et de compétences** (lire, écrire, compter, cliquer) ainsi que l'appropriation des codes et des règles de la vie en société reposant sur les

grandes valeurs de notre République. Nous renforcerons l'encadrement et nous engagerons la **personnalisation des réponses éducatives** avec des pédagogies différenciées et **une refonte des rythmes scolaires** pour alléger les journées de travail (les plus lourdes d'Europe) et mieux les répartir dans l'année.

Nous améliorerons la **transition à l'entrée en sixième**, aujourd'hui traumatisante car trop brutale, et nous créerons **une nouvelle sectorisation** qui prendra en compte un indice de mixité sociale. Les études secondaires devront maintenir un champ très large de disciplines et de compétences indispensables à la réussite, dans un monde plus complexe que jamais, et à la capacité à agir sur son destin.

Nous réformerons les premiers cycles universitaires pour empêcher les échecs trop importants : nous rétablirons un enseignement pluridisciplinaire en début de cycle, nous améliorerons l'encadrement, nous rapprocherons les filières de formation (grandes écoles, classes préparatoires et universités) et nous développerons l'offre de formation technique et professionnelle.

Pour aider les jeunes adultes à se loger, à se soigner et à accéder à l'emploi, nous proposerons un **parcours d'autonomie : une allocation d'étude** sous condition de ressources pour ceux qui font des études et un dispositif **« nouvelle chance »** à destination des jeunes étant sortis précocement du système éducatif afin qu'ils puissent reprendre une formation ou être accompagnés dans la recherche d'un emploi.

Enfin, **nous revaloriserons le métier d'enseignant.** Nous confions aux professeurs ce que nous avons de plus précieux - nos enfants - et nous devons leur donner les moyens de remplir leur



mission. Cela veut dire **rétablir une véritable formation initiale** pour leur donner vraiment les moyens de l'autonomie pédagogique. Cela veut dire les décharger des missions qu'ils n'ont pas à remplir (en les confiant à des psychologues, des assistantes sociales...) afin qu'ils puissent se concentrer sur l'enseignement et l'encadrement des élèves. Nous engagerons pour cela une large concertation avec les enseignants afin d'élaborer une réforme qui, au-delà des mesures d'urgence, devra pouvoir être prête pour la rentrée scolaire 2013.

Nous agissons pour rétablir l'égalité devant la santé. Près de 40 % des Français retardent le moment de se faire soigner pour des raisons financières. Les taxes sur les médicaments, les déremboursements, l'inflation des dépassements d'honoraires et la hausse du reste à charge des patients pénalisent tous les Français, particulièrement les plus fragiles et les plus âgés. Les inégalités territoriales d'accès aux soins se développent avec l'apparition de véritables déserts médicaux, à la campagne comme en ville. Il est temps de réorganiser notre système de soins pour qu'il retrouve cohérence et efficacité. Pour y parvenir, **l'hôpital sera replacé au cœur du système de santé publique.** Son mode de financement sera revu pour remédier aux effets pervers de la T2A (tarification à l'activité) et des mesures seront également prises pour limiter les dépassements d'honoraires des cliniques privées. Des coopérations structurées seront instaurées avec les équipes de médecine de proximité, par exemple pour assurer le suivi du patient après une hospitalisation. Les alternatives à l'hospitalisation seront encouragées. L'amélioration des structures hospitalières se fera dans une logique de santé

publique et non selon une approche comptable, comme c'est le cas actuellement. Nous mettrons fin au véritable plan social en cours au sein des hôpitaux publics et leur **apporterons les moyens matériels et humains nécessaires pour répondre aux besoins de santé du pays.**

Nous proposerons un **nouveau pacte aux professionnels de la santé** pour assurer l'accès aux soins sur l'ensemble du territoire. La médecine libérale telle qu'elle se pratique – de manière isolée et avec le paiement à l'acte – n'est plus suffisamment adaptée. Elle ne permet pas le nécessaire effort en matière de prévention et elle est désertée par les jeunes médecins, qui ne sont que 10 % à choisir ce mode d'exercice. Du coup, des territoires sont trop pourvus, tandis que d'autres sont sous-dotés. Pour que la couverture du territoire soit équilibrée et que la permanence des soins soit mieux assurée, nous accompagnerons **le déploiement sur tout le territoire de maisons de santé** en coopération avec les collectivités locales. Elles accueilleront des équipes composées de médecins, d'infirmiers et d'autres professionnels de santé (kinésithérapeutes, sages-femmes, diététiciens, orthophonistes, psychologues, etc.) avec une mission de soins et de prévention. Nous introduirons **le paiement au forfait** qui a vocation à devenir, à terme, majoritaire pour les soins de premiers recours (c'est le suivi du patient qui sera rémunéré, avec des objectifs précis en matière de prévention). Nous mettrons en place une régulation de l'installation des médecins, en demandant aux **jeunes médecins d'exercer dans une zone de santé prioritaire pendant les premières années à la sortie des études.** Alors qu'ils n'ont cessé de progresser au cours des dernières années, **les dépassements d'honoraires**

seront strictement encadrés. Nous lutterons contre les refus de soins des bénéficiaires de la CMU et de l'aide médicale d'État par des campagnes de testing et la pénalisation de telles pratiques.

Cette nouvelle organisation des soins de proximité permettra de mieux coordonner la médecine de ville et l'hôpital, accroîtra les gains d'efficacité tout en favorisant la qualité des soins. C'est ainsi que sera trouvé un équilibre entre la qualité des soins, la proximité, des délais d'accès réduits, et les exigences de financement.

Nous ferons une réalité du droit à la sécurité et à la justice, qui est pour nous un droit fondamental.

M. Sarkozy en avait fait un cheval de bataille électoral pour conquérir le pouvoir, puis s'y maintenir. Dix ans ont passé et sa politique a hélas tourné au fiasco : une trentaine de lois votées, des statistiques maquillées, des annonces sans effets, des forces de l'ordre et des magistrats souvent découragés. Sans tapage ni gesticulations, les élus socialistes, et d'abord les maires, inventent sur le terrain des réponses qui permettent d'agir contre l'insécurité : prévention, dissuasion, sanction, réparation, réinsertion, ils agissent sur tous les leviers et ils inspireront la politique que la gauche mettra en œuvre à l'échelle nationale. Pour y parvenir, il faut redonner confiance et soutien à la chaîne pénale dans sa globalité. Nous lui assignerons un objectif clair : que chaque acte de délinquance trouve une réponse immédiate, juste et proportionnée, qu'il s'agisse de délinquance quotidienne, organisée ou économique et financière. Cela veut dire **une police de proximité** présente sur tout le territoire, ainsi que des **sanctions proportionnées et appliquées rapidement**. Au cours de la mandature, **nous créerons 10 000 postes de gendarmes et policiers** dont un millier dès 2012. Nous instaurerons une

culture du résultat plutôt qu'une politique du chiffre et nous engagerons des politiques – ville, logement, éducation, égalité des chances – qui feront reculer la violence dans la société.

Nous engagerons, dès 2012, **la remise à niveau progressive des moyens de la justice** pour que la France rejoigne enfin les premiers rangs européens. Nous restaurerons le service public de la justice, en augmentant significativement les effectifs et les moyens, afin de le rendre efficace, véritablement accessible au citoyen justiciable, et protecteur des libertés.

BIEN VIEILLIR

La façon dont une société accompagne chaque personne âgée jusqu'à la fin de sa vie est un indice de civilisation. Disposer d'une retraite décente et avoir le droit de choisir son mode de vie, ce n'est pas un luxe : c'est un minimum. Liberté de choix garantie collectivement : voilà notre vision.

Nous rétablirons **l'âge légal de départ à 60 ans** (ce qui permettra à ceux qui ont commencé à travailler tôt ou exercé des métiers pénibles de pouvoir partir au même âge qu'avant la loi de 2010) et l'âge de départ sans décote à 65 ans. Nous engagerons la réforme des retraites que nous avons promise aux Français : un financement garanti avec une contribution du capital, le maintien des seniors dans l'emploi, la prise en compte de la pénibilité et de l'allongement de la durée de vie, et surtout **un système universel et personnalisé qui permettra à chaque personne de faire des choix et d'organiser sa vie au moyen du compte temps-formation dont chaque Français disposera à partir du 1^{er} janvier 2014**. Nous nous donnerons les moyens de réussir cette



réforme qui engagera plusieurs générations en menant une concertation avec les organisations syndicales et un débat public avec les Français en vue de décisions qui seront prises avant l'été 2013.

Chaque personne âgée confrontée à la perte d'autonomie doit pouvoir décider de son mode de vie en fonction de ses aspirations et de sa situation. Pour la prise en charge de ce risque, la solidarité doit jouer. Comme dans les champs de la protection sociale, chacun doit pouvoir contribuer en fonction de ses moyens et recevoir en fonction de ses besoins. Nous **améliorons la prise en charge des personnes âgées dépendantes, à domicile ou en établissement, par la solidarité**, en y affectant notamment le produit de la fiscalité sur les grosses successions rétablie à son niveau d'avant 2007. Cette mesure permettra de jeter les fondements d'un droit à la compensation de la perte d'autonomie tout au long de la vie, fondé sur la solidarité et non sur des assurances privées, qui fera diminuer le reste à charge aujourd'hui souvent insupportable pour les foyers modestes.

RASSEMBLER LES FRANÇAIS ET RENOUËR AVEC LA PROMESSE RÉPUBLICAINE

En 2012, pour faire vivre la société, la gauche s'attachera à faire respecter les devoirs et les droits. La République doit être une réalité en métropole comme dans les outremer, qu'il s'agisse de la laïcité, de la tranquillité publique, de l'indépendance de la justice, de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la lutte contre toutes les discriminations, de la reconnaissance du handicap.

Il faudra également répondre aux nouvelles demandes citoyennes, rééquilibrer nos institutions, simplifier nos administrations, donner toute sa place à la démocratie sociale, renforcer les contre-pouvoirs. La République ne peut remplir sa promesse que si chaque citoyen se sait utile à son pays, si les services publics sont partout présents et efficaces, si les responsables politiques sont exemplaires. Pour la gauche, la démocratie demeure la fin et le moyen du changement.

Mais nous ne voulons pas seulement rendre la société vivable, nous voulons la rendre meilleure. Que vaut une société qui relègue les plus pauvres hors de la cité, qui oublie les plus âgés, qui humilie les plus faibles ? Oui, il y a besoin de fraternité, la valeur trop souvent oubliée de notre devise républicaine. Oui, il y a besoin de rêve et d'utopie portés par les artistes.

L'attention aux autres, c'est bien sûr le respect des règles et des valeurs communes. Mais c'est aussi **l'idéal d'une société solidaire qui prend soin de chacun, où chacun prend soin des autres, et où ensemble nous prenons soin de l'avenir.** Choisir sa vie et, en retour, donner aux autres de son temps, de son expérience, de son énergie, ce n'est pas seulement une aspiration du socialisme, c'est une urgence sociale ! Quand les rapports sociaux sont brutaux, que l'égoïsme prévaut, que les ressources publiques s'assèchent, il faut bâtir des liens inédits entre les individus. Ce sont les solidarités au quotidien, le tutorat jeunes-seniors et les associations – les nombreux citoyens et citoyennes impliqués dans des projets collectifs l'ont bien compris. C'est la société créative, c'est la culture, c'est le sport. Cette société plus fraternelle permet non seulement de redonner l'estime de soi à des femmes et des hommes en souffrance, mais elle permet à la société de réduire le coût humain, social et financier de l'isolement et de l'exclusion. **Ce souci de lien, nous le déclinons dans toutes les politiques de notre projet**

BÂTIR UNE SOCIÉTÉ DU RESPECT, DES DROITS ET DES LIBERTÉS

Dans notre pays, les femmes gagnent en moyenne 27 % de moins que les hommes. Autre réalité : 40 % des enfants d'immigrés subissent des discriminations. Faire progresser les droits et lutter pour l'égalité sont un devoir d'intérêt général.

Nous ferons de l'égalité femme-homme une priorité de la législation. Cela passe par l'égalité des droits et des salaires dans les entreprises : **le maintien des exonérations de cotisations sociales sera conditionné à la conclusion d'un accord sur l'égalité salariale** au sein de l'entreprise, qui disposera d'un an pour engager et faire aboutir la négociation. Cela passe aussi par l'égalité dans les institutions publiques et les partis politiques. Nous présenterons des propositions de loi exigeantes pour instituer la parité : **les partis qui ne présenteront pas 50 % de candidates seront privés de financement public.**

Pour assurer l'égalité des genres et des familles, nous ouvrirons pour tous les couples le **droit au mariage, à l'adoption** et à l'accès à l'assistance médicale à la procréation.

Nous lutterons contre toutes les discriminations, notamment à l'embauche ou pour l'accès au logement, un objectif prioritaire – qu'elles concernent les personnes en situation de handicap, les personnes âgées ou nos concitoyens stigmatisés à cause de leurs origines. Nous généraliserons **les CV anonymes,** sans nom ni photo et nous expérimenterons **l'attestation de contrôle d'identité,** en concertation avec les organisations syndicales, afin d'éviter les contrôles au faciès, d'améliorer les relations citoyens-policiers et de rendre ces contrôles plus efficaces.

Nous donnerons **le droit de vote aux élections locales pour les étrangers en situation régulière résidant dans notre pays depuis cinq ans,** ainsi que l'éligibilité.



La laïcité est un pilier de notre République et une condition de l'émancipation au sein de notre société. Nous réaffirmerons son sens face aux tentatives d'instrumentalisation dont elle fait l'objet. Parce qu'elle est, comme l'a dit Jaurès, « *la plus grande chose qui ait été tentée dans notre pays depuis la Révolution* », **la loi de 1905 doit être protégée** et les règles du vivre ensemble et de la neutralité dans l'espace public et dans les services publics, particulièrement dans les établissements d'enseignement et les hôpitaux, respectées.

POUR UNE SOCIÉTÉ CRÉATIVE

Depuis dix ans que la droite gouverne, la culture est en déshérence. Les professionnels sont fragilisés, le patrimoine est peu entretenu, parfois bradé. Le volet culturel de la politique étrangère est exsangue. Le budget de la culture est la variable d'ajustement des finances publiques. Quel gâchis, quelle misère.

La création, c'est le mouvement de la société, c'est le patrimoine laissé aux générations futures. Accompagner les créateurs, **trouver les nouveaux lieux de création, de répétition et de diffusion**, croire dans les potentialités des modes de diffusion numérique, promouvoir la diversité culturelle, c'est aussi assurer l'égalité. Égalité entre les territoires, égalité dans la promotion des talents afin qu'ils irriguent les scènes du spectacle vivant et qu'ils s'imposent sur les canaux audiovisuels, **égalité entre les citoyens dans l'accès à l'art** en faisant de

l'éducation artistique une priorité, et en faisant de l'espace public un lieu privilégié de diffusion et d'échanges.

L'**adaptation du droit d'auteur à la révolution numérique** passe plus que jamais par l'émergence d'un nouveau modèle économique réellement rémunérateur et redistributif pour les ayants droit et non par des lois pénales que nous abrogerons.

Enfin, parce qu'il n'y a pas de projet culturel sans ambition éducative, nous mettrons en place un **plan d'éducation à l'art, à la culture et à la pratique sportive**, aujourd'hui insuffisamment développés dans le cursus scolaire comme en dehors de lui. Nous reconstruirons une politique publique du sport autour de deux objectifs : l'accès au sport de son choix dans une perspective de bien-être et d'équilibre individuel, ainsi que la reconnaissance sociale d'une élite exemplaire.

FAIRE RESPECTER DES RÈGLES CLAIRES ET JUSTES EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

Les migrations sont un phénomène planétaire. Au XXI^e siècle, les hommes et les femmes, comme les idées, les biens et les services, circulent. Aucun pays, aucune région n'est en marge de cette mobilité. On estime à 3 % la part de la population mondiale en migration – la France compte elle-même deux millions et demi d'expatriés.



Dès lors, la question qui devrait préoccuper les responsables de l'État est : comment faire face à cette réalité mondiale ? Comment mettre en place une politique migratoire nationale respectueuse des droits des personnes qui soit utile à la France, à son économie mais pas seulement, à l'Europe sans laquelle rien n'est durablement possible, aux pays d'origine dont le développement – chacun le sait – est la clé à long terme ?

À la responsabilité politique, M. Sarkozy et la droite ont préféré la polémique à finalité électorale et des lois de plus en plus restrictives qui criminalisent et précarisent les immigrés, qu'ils soient en situation régulière ou irrégulière. Depuis 2002, leurs résultats sont calamiteux. À la remorque de l'extrême droite, les décisions prises par les ministres concernés ont recréé des immigrés en situation irrégulière et placé les immigrés en situation légale dans l'instabilité permanente. Non seulement la doctrine UMP altère notre image et notre influence auprès de nos partenaires, mais elle ne sert pas nos intérêts.

L'approche républicaine que nous proposons repose sur un devoir de vérité : la France et l'Europe ont besoin d'une immigration légale pour construire leur avenir, ce qui suppose qu'elles se dotent d'une politique migratoire fondée sur des règles claires, stables, justes. Les moyens d'une politique migratoire maîtrisée doivent faire l'objet d'une concertation avec nos partenaires européens mais aussi avec les pays d'origine.

La politique migratoire est un acte de souveraineté nationale. Ses objectifs seront débattus par le Parlement et feront l'objet d'une **loi de programmation et d'orientation** destinée à bâtir un consensus républicain. Elle sera

élaborée en concertation avec les ONG et les territoires qui assurent l'accueil et l'insertion des migrants.

Elle s'appuiera sur **la lutte ferme contre les employeurs ayant recours au travail clandestin et contre les trafiquants** ; un processus de régularisation pour les travailleurs étrangers et les parents d'enfants scolarisés sur la base de critères clairs et transparents et s'appliquant à tous de manière égale sur le territoire national ; un vrai **contrat d'accueil et d'intégration**, fondé sur des obligations réciproques, faisant porter un effort majeur sur la maîtrise de la langue et la compréhension des droits et des devoirs républicains, ainsi que la sécurisation du séjour, pour leur permettre une vie normale, ce qui passe par des **possibilités d'aller et retour accrues et des durées adaptées à la nature des séjours** ; enfin, parce qu'il n'y a, pour la France comme pour aucun État membre, de politique efficace hors l'Europe, nous agissons pour une vraie **coordination européenne et une coopération avec les pays d'émigration**.

APPROFONDIR LA DÉMOCRATIE POUR LA RENDRE PLUS PROCHE ET TRANSPARENTE

Tourner la page du sarkozysme, c'est retrouver l'esprit public et le respect de l'intérêt général. C'est ainsi que les Français retrouveront foi dans le suffrage universel et dans l'engagement collectif. Depuis le Front populaire, chaque victoire de la gauche a marqué une avancée pour les libertés des citoyens et les droits des salariés. Il en ira de même en 2012 si le peuple nous fait confiance.

Nous améliorerons la démocratie politique. Cela suppose d'en finir avec l'hyper-présidence

où un seul appuyé sur quelques-uns décide pour tous. Les représentants du peuple, qu'ils soient parlementaires ou élus locaux, doivent être respectés et écoutés, ils doivent pour cela être exemplaires. Plusieurs changements forts interviendront : **stricte limitation du cumul des mandats et des indemnités** pour les ministres et les parlementaires, **obligation de déclaration d'intérêts** pour les élus et les hauts fonctionnaires, introduction d'une **dose de proportionnelle** aux élections législatives et poursuite de la démocratisation du mode d'élection du Sénat pour que le Parlement soit à l'image du pays, **renforcement de la parité**, comptabilisation des votes blancs comme suffrages exprimés.

Nous protégerons les contre-pouvoirs qui sont la garantie d'une démocratie vivante. Nous garantirons **l'indépendance de la justice et des magistrats** : limitation du rôle du parquet dans la procédure, carrières des magistrats non soumises au pouvoir politique, fin des instructions individuelles, rattrapage des moyens humains et matériels pour exercer leurs missions. Nous assurerons l'indépendance des médias : **les responsables de l'audiovisuel public ne seront plus nommés par le président de la République** mais par des conseils d'administration indépendants du pouvoir politique, une loi pour le pluralisme effectif des médias sera votée pour lutter contre la concentration, **garantir l'indépendance des rédactions et protéger les sources des journalistes.**

Nous encouragerons la démocratie territoriale. Dans un monde global, les collectivités territoriales sont un atout avec des régions et des pôles urbains fers de lance du développement économique et de la préparation de l'avenir, des départements et des communes centrés sur les politiques de solidarité et de proximité. Nous abrogerons la réforme des collectivités

locales, nous supprimerons le conseiller territorial et nous engagerons un acte III de la décentralisation à partir de 2012. Il passera par une **clarification** et une simplification des compétences, **une autonomie financière** pour chaque collectivité qui se verra affecter une ressource dynamique, **une citoyenneté accrue** grâce à de nouveaux modes de scrutin et une meilleure prise en compte de la démocratie participative. Nous encouragerons la mise en place de conseils consultatifs et propositionnels de citoyens au niveau municipal.

Cela suppose une péréquation bénéficiant aux territoires défavorisés et un **nouveau pacte de confiance et de développement entre l'État et les collectivités locales** pour préparer ensemble l'avenir (les collectivités locales assurent 75 % de l'investissement public) et assurer la cohésion sociale. Pour les rendre plus justes, **les impôts locaux prendront en compte les revenus des ménages et des entreprises.**

Un autre modèle, nous le voulons aussi pour nos concitoyens des Outremer, qui ont encore le sentiment d'être « *des Français entièrement à part et non des Français à part entière* », selon la formule d'Aimé Césaire. Depuis 2007, le gouvernement a rompu avec les politiques d'investissements publics et de rattrapage visant à l'égalité réelle que tous ses prédécesseurs, de gauche comme de droite, avaient menées jusqu'alors. Il faudra les reprendre, en mettant l'accent sur **la création d'emplois en particulier pour les jeunes, le développement durable, essentiel pour préserver la richesse de la biodiversité, l'abaissement du coût des liaisons avec l'Hexagone, les équipements publics et le logement** qui appellent, partout outremer, un programme volontariste. C'est une politique qui offre une chance à chaque jeune ultramarin de s'accomplir d'où qu'il vienne et quelle que soit sa couleur de peau, une politique qui valorise



les identités et les cultures des outremer, une politique qui respecte les choix statutaires et institutionnels des populations, une politique qui préserve la cohésion sociale.

Nous renforcerons la démocratie sociale. Face à l'éclatement des statuts professionnels, à la dégradation des conditions de travail, au creusement des inégalités salariales, la démocratie sociale doit permettre de traduire sur le terrain les avancées de la loi et de la négociation. Nous prévoyons la **présence des salariés dans les instances de décision** – conseil d'administration ou de surveillance, comité des rémunérations – et nous **conforterons le rôle des organisations syndicales et professionnelles**. Nous créerons des dispositifs d'accompagnement pour **soutenir la reprise d'entreprises par les salariés sous forme coopérative**.

Nous moderniserons l'État en portant une conception innovante de l'action publique. Un **État stratège**, capable de se projeter, d'anticiper, de cibler ses priorités, d'évaluer ses politiques et de rendre des comptes. La Banque publique d'investissement en sera une concrétisation. Un État qui assume ses responsabilités et son rôle d'actionnaire : une règle doit s'appliquer sans concession, là où il y a argent public, il doit y avoir droit de regard de la puissance publique, car nous ne pouvons accepter de confier à des entreprises privées le contrôle de pans entiers de la vie des Français. Un État qui développe l'expertise publique. **Un État qui prend en compte les besoins des personnes, leurs trajectoires** et leur niveau d'autonomie, ainsi que l'émergence de nouvelles inégalités entre les genres, les générations,

les groupes sociaux ou les territoires, et pour la prise en charge de la dépendance et du handicap. Il faut **rompre avec la logique absurde et infernale de la Révision générale des politiques publiques (RGPP)** qui a conduit à désorganiser et diminuer l'État et les services publics dans tous les domaines. À l'évidence, la France change, les territoires se réorganisent, la décentralisation modifie les champs de compétences, les nouvelles technologies ouvrent de nouvelles opportunités, les services publics doivent donc évoluer, s'adapter, se moderniser, impliquer les usagers.

Au-delà, sur les grands sujets de société, nos concitoyens ont à la fois besoin d'être informés et de s'exprimer. Des états généraux sur l'école ou sur la santé doivent permettre à tous les acteurs de se rencontrer, de débattre, d'apporter des solutions. Nous promouvons une démocratie écologique, capable de mieux prendre en compte le long terme et la préservation de la planète : des conférences citoyennes doivent permettre de débattre des sujets scientifiques et environnementaux. Ils constituent un élément concret de la démocratie, surtout s'ils sont précédés d'une phase d'information à laquelle sont associés des experts, des scientifiques et des associations, chargés d'apporter l'état des connaissances. Les citoyens doivent s'impliquer personnellement pour faire évoluer le cours des choses. Sur certains thèmes, les institutions, les associations, notamment celles d'éducation populaire et les citoyens doivent s'associer dans des campagnes de sensibilisation et des actions communes. C'est vrai en matière de sécurité routière par exemple, mais également en matière d'environnement, de lutte contre les

discriminations. Pourquoi ne pas consacrer, à l'échelle du pays, chaque année, la valorisation et la promotion d'un thème particulier comme l'alimentation ou l'eau ?

Les orientations destinées à rendre notre démocratie plus vivante et plus transparente seront soumises aux Français lors d'un **référendum** organisé avant la fin de l'année 2012.

CONCLUSION

Depuis 2007, la France a changé, la gauche aussi. Nos valeurs n'ont pas varié, au contraire. Elles s'appellent liberté, égalité, fraternité, laïcité, justice, responsabilité, internationalisme.

Mais, face aux évolutions du monde et à l'impact de la crise, nous avons renouvelé nos réponses. C'est à cette refondation que le Parti socialiste, ses militants, ses responsables, ses parlementaires, ses élus locaux, travaillent avec sérieux depuis plusieurs années, en dialogue avec les Français, en lien avec les organisations syndicales et l'ensemble des corps intermédiaires, les associations, les mouvements d'éducation populaire et de jeunesse, les autres formations socialistes regroupées au sein du Parti socialiste européen et de l'Internationale socialiste.

Nous avons fait nôtre la préoccupation écologique : les solutions du XXI^e siècle devront articuler le capital, le travail et l'environnement. Nous avons revisité notre rapport à l'entreprise : si une diversité d'intérêts continue de s'y

exprimer, elle doit d'abord être considérée comme un lieu de créativité, d'innovation, et les entrepreneurs, les vrais, ceux qui produisent et qui forment, doivent être encouragés. Nous avons repensé notre vision de l'État : celui-ci reste plus que jamais indispensable pour anticiper, initier, protéger, mais ses réponses doivent être davantage personnalisées et décentralisées. Enfin, nous avons refondé notre vision de la construction européenne pour stopper son déclin dans la mondialisation : l'Europe est une garantie de paix, mais elle doit défendre plus fortement ses intérêts face aux grands blocs commerciaux, à commencer par la Chine et les États-Unis. Dans un monde qui bouge, le Parti socialiste a d'autres valeurs que le néolibéralisme en déroute et a d'autres solutions que le sarkozysme en échec.

Un monde s'achève sous nos yeux et un autre surgit : nous voulons que notre pays y soit pleinement acteur et non spectateur. Ce sera l'enjeu de 2012. Entre la droite et la gauche, le choix sera clair : fatalité de l'abaissement ou volonté de redressement ? Continuité ou changement ? Divisions ou rassemblement ? Le programme de gouvernement du Parti socialiste et les propositions précises qu'il contient répondent à cet impératif : redresser, changer, rassembler.

Les crises que nous vivons - économique, sociale, environnementale, démocratique, morale - sont en réalité une seule et même crise : une crise de l'avenir. C'est ensemble que nous la surmonterons. À condition de renouer le fil d'une histoire à continuer, celle du patriotisme républicain. À condition de



renouer le fil d'une histoire à continuer, celle du patriotisme républicain. À condition que les efforts demandés soient justes et utiles : justes car équitablement répartis, utiles aux générations qui suivront. Arrivera le moment où pour rassembler les Français, il faudra leur crier « Vive la République ». Ils seront d'abord étonnés, regarderont autour d'eux puis comprendront pleinement. Alors les socialistes et la gauche seront là, pour servir la France et les Français.

Et l'avenir aimera à nouveau la France.

30 ENGAGEMENTS POUR LE CHANGEMENT

REDRESSER LA FRANCE ET PROPOSER UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

47

EMPLOI, COMPÉTITIVITÉ, INVESTISSEMENT, DÉSENETTEMENT : REFAIRE DE LA FRANCE UNE NATION QUI COMPTE

- 1** Pour muscler la compétitivité de la France, nous créerons une Banque publique d'investissement, qui investira dans la recherche et l'innovation, soutiendra les PME-PMI, prendra des participations dans les activités stratégiques et les filières industrielles d'avenir, et dont les moyens seront mobilisés sous la forme de fonds régionaux en copilotage avec les régions et leurs élus.
- 2** Pour refaire passer l'économie devant la finance et pour réguler le système financier, nous baisserons l'impôt sur les sociétés de 33 à 20% pour les entreprises qui réinvestissent intégralement leurs bénéfices et l'augmenterons jusqu'à 40 % pour celles qui privilégient les dividendes des actionnaires ; nous instaurerons au niveau européen une taxe de 0,05 % sur les transactions financières ; nous lutterons pour la suppression des paradis fiscaux ; nous séparerons les activités de dépôt et d'investissement des banques ; nous créerons une agence de notation publique européenne.
- 3** Pour que l'Europe puisse avancer, nous proposerons à nos partenaires d'émettre des emprunts européens (eurobonds) afin de financer les investissements du futur (réseaux de transport d'énergie, réseaux numériques, biotechnologies...) et les champions industriels de demain.
- 4** Pour l'emploi des jeunes, nous créerons 300 000 « emplois d'avenir » dans les domaines de l'innovation environnementale et sociale.
- 5** Pour protéger les salariés, nous créerons une sécurité sociale professionnelle, matérialisée par un compte temps-formation permettant à chacun de reprendre des études, de réaliser un projet personnel, de s'occuper de sa famille et de choisir les modalités de son départ en retraite. Nous dissuaderons les licenciements boursiers par des pénalités financières pour les entreprises qui en même temps versent des dividendes à leurs actionnaires.
- 6** Pour protéger les intérêts de l'Europe, de ses savoir-faire et de ses salariés dans la mondialisation, pour mieux réguler le commerce, nous agirons pour augmenter les droits de douane sur les produits provenant de pays ne respectant pas les normes internationales en matière sociale, sanitaire ou environnementale.
- 7** Pour réduire l'endettement de la France, nous affecterons à la réduction de la dette la moitié des marges financières que nous dégagerons.

AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT, ÉNERGIES : CHANGER DE MODÈLE POUR VIVRE MIEUX

- 8** Pour encourager les comportements écologiques, nous rendrons la TVA « écomodulable » (diminuée sur les produits non polluants et augmentée sur les produits polluants).
- 9** Pour que notre alimentation soit plus saine et pour que les agriculteurs vivent de leur travail, nous orienterons les achats alimentaires des collectivités locales vers l'agriculture et la pêche de proximité et de qualité (lait et laitages, viandes, fruits et légumes).
- 10** Pour sortir de la dépendance au nucléaire et au pétrole, nous développerons massivement les économies d'énergie et les énergies renouvelables et nous proposerons à nos partenaires la mise en place d'une Communauté européenne des énergies. Nous organiserons un débat national sur la transition énergétique dès 2012.

POUVOIR D'ACHAT, SALAIRES, PENSIONS : RENDRE LA VIE MOINS CHÈRE

- 11** Pour alléger la facture énergétique des Français, nous réinvestirons une partie des superprofits des groupes pétroliers dans des aides à l'isolation, le développement des énergies renouvelables et la mise en place de tarifs progressifs pour le gaz, l'électricité et l'eau.
- 12** Pour stopper l'envolée des loyers, nous plafonnerons leur montant lors de la première location ou à la relocation, notamment dans les zones de spéculation immobilière et nous financerons la construction de 150 000 logements sociaux par an.
- 13** Pour que l'égalité salariale et professionnelle femme-homme devienne une réalité, nous en ferons une condition pour conserver des exonérations de cotisations patronales.
- 14** Pour aider les jeunes adultes à réussir leurs études, à se loger, à se soigner et à accéder à l'emploi, nous créerons une allocation d'études sous condition de ressources dans le cadre d'un parcours d'autonomie. Un droit à la formation initiale différée sera accordé à ceux qui ont quitté le système scolaire de manière précoce.
- 15** Pour une plus juste répartition des richesses au bénéfice des salariés, nous organiserons une conférence salariale annuelle tripartite et revaloriserons le pouvoir d'achat du Smic. Nous limiterons les rémunérations abusives : rémunérations variables n'excédant pas la part fixe, écarts de rémunérations de 1 à 20 maximum dans les entreprises à participation publique, présence des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance et les comités des rémunérations.

16 Pour les retraites, nous rétablirons l'âge légal à 60 ans (pour permettre à ceux qui ont commencé à travailler tôt ou exercé des métiers pénibles de pouvoir partir au même âge qu'avant la loi de 2010), ainsi que l'âge de départ sans décote à 65 ans. Nous engagerons la réforme des retraites promise aux Français, fondée sur des garanties collectives, permettant des choix individuels et assurant l'avenir des régimes par un financement du premier au dernier euro.

RÉFORME FISCALE : DAVANTAGE DE JUSTICE, DAVANTAGE D'EFFICACITÉ

17 Pour davantage de justice dans les impôts, nous fusionnerons l'impôt sur le revenu et la CSG dans un impôt citoyen plus progressif et prélevé à la source.

18 Pour revaloriser le travail, nous ferons en sorte que les revenus du capital ainsi que les bonus et stock-options soient soumis au même taux d'impôt que les revenus du travail, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

RETROUVER LA JUSTICE POUR BÂTIR L'ÉGALITÉ RÉELLE

SERVICES PUBLICS : PRIORITÉ À L'ÉDUCATION, À LA SANTÉ ET À LA SÉCURITÉ

19 Pour la réussite scolaire de chaque jeune, nous conclurons un nouveau pacte éducatif entre les professeurs et la nation : priorité à la réussite dans le primaire, refonte des rythmes scolaires et des programmes (socle commun de savoirs et de compétences), personnalisation accrue des enseignements, amélioration de l'encadrement et revalorisation du métier d'enseignant. Nous développerons l'enseignement et l'accès à la culture, ainsi que la pratique sportive.

20 Pour l'enseignement supérieur et la recherche, nous donnerons la priorité à la réussite dans les premiers cycles universitaires, nous renforcerons l'encadrement pédagogique et nous donnerons les moyens pérennes nécessaires à l'autonomie et au rayonnement des équipes, des laboratoires et des universités.

21 Pour l'épanouissement des tout-petits, l'accueil en crèche et la scolarisation à 2 ans seront développés.

22 Pour la santé, nous remettrons l'hôpital public au cœur du système, et nous demanderons aux jeunes médecins libéraux d'exercer en début de carrière dans les zones qui manquent de praticiens.

- 23** Pour améliorer la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie, à domicile ou en établissement, nous ferons appel à la solidarité nationale. Pour permettre l'accès de tous à la vie de la cité, nous garantirons l'existence d'un volet handicap dans chaque loi et nous élèverons progressivement l'allocation adulte handicapé.
- 24** Pour améliorer la sécurité des Français et la tranquillité publique, nous renforcerons les moyens de la police et de la gendarmerie, notamment en créant dix mille postes de gendarmes et de policiers de proximité. Pour une justice plus efficace, nous procéderons au rattrapage des moyens. Chaque acte de délinquance trouvera une réponse immédiate, juste et proportionnée.

RASSEMBLER LES FRANÇAIS ET RETROUVER LA PROMESSE RÉPUBLICAINE

- 25** Pour lutter contre les discriminations, nous généraliserons les CV anonymes, sans nom ni photo et nous expérimenterons un système d'attestations remises par les policiers lors des contrôles d'identité.
- 26** Pour assurer l'égalité des genres et des familles, nous ouvrirons le droit au mariage et à l'adoption pour tous les couples.
- 27** Pour une politique juste et efficace en matière d'immigration, nous voterons tous les trois ans une loi d'orientation et de programmation qui sera élaborée en concertation avec les partenaires sociaux et les territoires qui assurent l'accueil et l'insertion des migrants ; nous renforcerons la lutte contre les employeurs qui ont recours au travail clandestin et contre les trafiquants ; nous créerons un vrai contrat d'accueil et d'intégration, fondé sur des obligations réciproques et insistant sur la maîtrise de la langue et la compréhension des droits et des devoirs républicains. Nous accorderons le droit de vote aux étrangers aux élections locales.
- 28** Pour conforter les contre-pouvoirs, nous garantirons l'indépendance de la justice (fin des instructions individuelles, carrières des magistrats non soumises au pouvoir politique) ; nous ferons voter une loi pour assurer le pluralisme effectif des médias et les responsables de l'audiovisuel public ne seront plus nommés par le président de la République.
- 29** Pour approfondir la démocratie, nous renforcerons le rôle du Parlement, nous introduirons une dose de proportionnelle aux élections législatives, nous transformerons le Conseil constitutionnel en une véritable Cour constitutionnelle indépendante, nous supprimerons leur dotation publique aux partis qui ne respecteront pas l'objectif de la parité, nous lutterons contre les conflits d'intérêts et nous imposerons une limitation du cumul des mandats.

30 Pour encourager la démocratie locale et la cohésion territoriale, nous abrogerons la réforme territoriale imposée par l'UMP, nous engagerons un acte III de la décentralisation assurant l'autonomie financière et de gestion des collectivités, une péréquation bénéficiant aux territoires défavorisés, un nouveau pacte de confiance et de développement entre l'État et les collectivités, une citoyenneté active, une présence garantie pour les services publics, un programme volontariste pour les Outre-mer dans le logement social, les infrastructures de transports visant à conforter le développement économique et l'accès à l'emploi.

